



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 31 du 14 octobre 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 14 octobre 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1287
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....	1287
BUREAU DES ACTIONS LOCALES ET AFFAIRES INTERMINISTÉRIELLES.....	1287
Arrêté du 12 octobre 2011 modifiant les statuts du syndicat mixte du Pays du Lunévillois.....	1287
Arrêté du 12 octobre 2011 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire de la Blette et de la Vezouze.....	1287
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1288
CABINET.....	1288
Bureau des polices administratives.....	1288
Arrêté n° 191 modifié le 6 octobre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « GMS SECURITE » à Maxéville.....	1288
Arrêté n° 206 modifié le 6 octobre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « NEWFACE SECURITE PRIVEE » à Vandoeuvre-lès-Nancy.....	1288
Arrêté n° 234 du 6 octobre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « EURL DELTA SECURITE » à Herseange.....	1289
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1290
Arrêté n° 316/2011/SIDPC du 10 octobre 2011 délimitant le périmètre de sécurité établi dans le cadre de la démolition par foudroyage à l'explosif des tours Cartier et Champlain, rue Alexandre 1er à Saint-Max.....	1290
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1290
Bureau des usagers de la route.....	1290
Arrêté du 13 octobre 2011 concernant l'agrément en tant que gardien de fourrière du garage TANGUY.....	1290
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1291
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1291
Arrêté interpréfectoral du 28 septembre 2011 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal pour l'enseignement du premier cycle dans le secteur de Colombey-les-Belles.....	1291
Arrêté du 3 octobre 2011 prononçant le classement d'office des voies privées du lotissement Sainte-Marguerite, à Tomblaine, dans le domaine public de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.....	1292
Arrêté du 5 octobre 2011 autorisant la création du Syndicat mixte de production et de sécurisation de l'alimentation en eau potable du cœur du Toulous (SMP du Cœur du Toulous).....	1292
Bureau des procédures environnementales.....	1295
Arrêté n° 54-2010-00140 du 12 octobre 2011 portant autorisation au titre de l'article L.214-3, déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement concernant la requalification du plan d'eau de la Sangsue à Briey et portant retrait du droit d'eau du Moulin Dolhain.....	1295
Arrêté n° 54-2010-00143 du 28 septembre 2011 autorisant la Communauté de Communes du Bassin de Pompey à rejeter les eaux pluviales et eaux usées traitées de la zone artisanale sur la commune de Saizerais, au titre du code de l'environnement.....	1301
Arrêté n° 54-2010-00194 du 28 septembre 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant le programme d'aménagement du ruisseau de l'Heymonrupt- commune de Martincourt.....	1304
Arrêté n° 54-2010-00201 du 10 octobre 2011 portant complément à l'arrêté préfectoral du 26 juin 2002 autorisant l'aménagement de la RN 59 à 2x2 voies pour la section Saint-Clément/Azerailles, au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatif à la modification du secteur sept chevaux - Commune d'Azerailles.....	1306
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1308
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1308
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1308
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-083 en date du 30 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de l'autoroute A31, sens 1, entre les PR 253+000 et 258+200.....	1308
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-084 en date du 30 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement (purgés) de l'autoroute A33, sens Strasbourg – Nancy, entre les PR 26+500 et 22+500.....	1310
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-085 en date du 3 octobre 2011 annule et remplace l'arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-083 du 30 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de l'autoroute A31, sens 1, entre les PR 253+000 et 258+200.....	1312
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-086 en date du 4 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement (purgés) de l'autoroute A330, sens 2 Epinal - Nancy, entre les PR 5,600 et 4,700.....	1314
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-087 en date du 7 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de fourniture, mise en œuvre et mise en service du panneau à messages variables n° 2-1 sur l'autoroute A31, sens Nancy-Metz, PR 272+700.....	1315
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1317
DIRECTION GENERALE.....	1317
Arrêté N° 2011-382 en date du 6 octobre 2011 portant délégation de signatures du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.....	1317
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1321
Arrêté n° 2011-363 en date du 26 septembre 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1321
SECRETERIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....	1323
Arrêté n° 387/2011 en date du 12 octobre 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance de la Maternité Régionale de Nancy - Département de la Meurthe-et-Moselle.....	1323
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1323
Cellule personnes âgées.....	1323
Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 368 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 309 du 29 septembre 2011 autorisant l'extension de capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-Rémy » de Nancy par la création de 5 places d'hébergement permanent, 4 places d'hébergement temporaire et 3 places d'accueil de jour.....	1323
Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 369 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 311 du 29 septembre 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Korian le Gentilé » de Laxou.....	1324
Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 370 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 310 du 29 septembre 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) géré par le Centre Hospitalier Spécialisé de Saint-Nicolas-de-Port.....	1325
Cellule prévention et promotion de la santé.....	1326
Arrêté DG ARS/2011/N°364 du 27 septembre 2011 accordant l'extension d'une place d'appartement de coordination thérapeutique à l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » à Nancy.....	1326
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....	1327
Décision de fermeture définitive d'un débit de tabac à Lexy en date du 5 octobre 2011.....	1327
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1327
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1327
Arrêté 2011/030 du 22 septembre 2011 autorisant le tir du Grand Cormoran (Phalacrocorax carbo sinensis) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2011/2012.....	1327
Arrêté DDT-PECHE 2011/031 du 26 septembre 2011 instituant une réserve de pêche sur le ruisseau du Cru.....	1329
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1329
Unité procédures d'urbanisme.....	1329
Commune de Goviller - Arrêté N° 2011/DDT54/ADUR/009 du 8 septembre 2011 relatif à la carte communale de Goviller en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	1329
Prévention des risques.....	1329
Arrêté du 16 septembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Domprix.....	1329

Arrêté du 26 septembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Cutry.....	1330
Arrêté du 26 septembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Lexy.....	1330
Arrêté du 26 septembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Réhon.....	1331
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	1331
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/371, du 28/09/2011, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Halloville.....	1331
Aménagement foncier.....	1332
Arrêté 2011/DDT54/AFC/N° 365 du 22 septembre 2011 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Béchamps.....	1332
Arrêté 2011/DDT54/AFC/N°366 du 22 septembre 2011 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Thuméréville.....	1332
TRANSPORTS - SECURITE.....	1333
Arrêté n° 2743/2011 du 12 juillet 2011 portant règlement communal de publicité sur le territoire de la commune de Heillecourt.....	1333
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE.....	1333
Arrêté du 3 octobre 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. RAZUREL - DDSP 54.....	1333
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1334
JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT.....	1334
Arrêté d'agrément des associations sportives de Meurthe-et-Moselle en date du 27 septembre 2011.....	1334
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1335
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1335
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1335
UNITE AFFAIRES JURIDIQUES.....	1335
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55120 du 6 octobre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Beaumont.....	1335
AUTRES SERVICES.....	1335
CENTRE HOSPITALIER DE REMIREMONT.....	1335
Concours interne sur titres pour le recrutement de 4 Ouvriers Professionnels Qualifiés en date du 25 septembre 2011.....	1335
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	1335
Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un Maître Ouvrier dans les fonctions de plombier/chauffagiste en date du 5 octobre 2011.....	1335
Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'un Maître Ouvrier dans les fonctions de maintenance des équipements électriques en date du 5 octobre 2011.....	1336
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	1337
Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de 3 Ouvriers Professionnels Qualifiés en date du 10 octobre 2011.....	1337

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE****BUREAU DES ACTIONS LOCALES ET AFFAIRES INTERMINISTÉRIELLES****Arrêté du 12 octobre 2011 modifiant les statuts du syndicat mixte du Pays du Lunévillois**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5711-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 08/09/2011 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2005 autorisant la création du Syndicat Mixte du Pays Lunévillois, modifié par l'arrêté préfectoral du 3 mai 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2010 approuvant l'extension de compétence du syndicat mixte du Pays du Lunévillois ;

VU la délibération du 16 juin 2011 par laquelle le comité du syndicat mixte du Pays du Lunévillois a décidé d'ajouter un article 1 bis aux statuts « syndicat mixte à la carte: transport à la demande » et un paragraphe à l'article 4-3 concernant les délibérations du comité syndical ;

VU la lettre de consultation adressée aux communautés de communes membres du 20 juin 2011 ;

VU les délibérations concordantes des conseils communautaires de :

- La communauté de communes de la VEZOUZE-BLAMONT en date du 29 juin 2011 ;
- La communauté de communes du BAYONNAIS en date du 19 septembre 2011 ;
- La communauté de communes du SANON en date du 22 juin 2011 ;
- La communauté de communes du pays de la HAUTE VEZOUZE en date du 21 juillet 2011 ;
- La communauté de communes des VALLEES DU CRISTAL en date du 2 août 2011 ;
- La communauté de communes de la MORTAGNE en date du 12 septembre 2011 ;
- La communauté de communes du BADONVILLOIS en date du 13 septembre 2011 ;

approuvant la modification des statuts ;

CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

Article 1er : Un article 1 bis « syndicat mixte à la carte: transport à la demande » est ajouté

- le syndicat mixte du pays du Lunévillois met en oeuvre, dans le cadre d'une délégation partielle de compétence du conseil général, un service de transport de proximité, transport à la demande.

Les communautés de communes suivantes adhèrent à ce service :

- communauté de communes du Badonvillois
- communauté de communes du Bayonnais
- communauté de communes de la Mortagne
- communauté de communes du Sanon
- communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze
- communauté de communes du Val-de-Meurthe
- communauté de communes des Vallées du Cristal
- communauté de communes de la Vezouze

Les communautés de communes précitées participent, avec les partenaires institutionnels, au financement de ce service par le biais d'une cotisation spécifique.

Article 2 : L'article 4-3 est complété par un paragraphe :

Pour les décisions concernant la compétence à la carte « transport à la demande », seuls les délégués des communautés de communes concernés prennent part aux délibérations.

Article 3 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat Mixte du Pays du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté du 12 octobre 2011 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire de la Blette et de la Vezouze

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-2 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 08/09/2011 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 janvier 1996 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de la Blette et de la Vezouze ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 mai 2006 autorisant le retrait de la commune de Montigny ;

VU la délibération du 18 janvier 2011 par laquelle le comité du syndicat intercommunal scolaire de la Blette et de la Vezouze a décidé de modifier ses statuts ;

VU la lettre de consultation des communes membres du 31 décembre 2010 ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

- DOMEVRE en date du 31 janvier 2011 ;
- HERBEVILLER en date du 17 juin 2011 ;
- MIGNEVILLE en date du 31 janvier 2011 ;

- SAINT-MARTIN en date du 14 avril 2011 ;
approuvant la modification des statuts ;
CONSIDERANT que la majorité qualifiée requise par les articles L 5211-5 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire de la Blette et de la Vezouze annexés au présent arrêté sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal scolaire de la Blette et de la Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**CABINET***Bureau des polices administratives*

Arrêté n° 191 modifié le 6 octobre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « GMS SECURITE » à Maxéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU l'arrêté n° 191 du 20 décembre 2007 portant autorisation d'exploiter une entreprise d'activité privée de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « GMS SECURITE » à NANCY (54000), 13B rue Laurent Bonnevey ;

VU la demande de modification du 20 septembre 2011, reçue en préfecture le 23 septembre 2011, par laquelle le représentant légal de la société « GMS SECURITE » informe du changement de siège ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté n° 191 du 20 décembre 2007 portant autorisation d'exploiter une entreprise d'activité privée de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « GMS SECURITE » est modifié comme suit :

« Article 1er – L'entreprise précitée, ayant pour activité la surveillance et le gardiennage, dont le siège est situé depuis le 7 septembre 2011 à MAXEVILLE (54320), 12 rue de la Seille et dont le gérant est M. Said OUSSAID, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Said OUSSAID, dirigeant de la société « GMS SECURITE ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au commandant du groupement de gendarmerie départementale,
- au maire de MAXEVILLE,
- au président du tribunal de commerce de NANCY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Délais et voies de recours

Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB: Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Arrêté n° 206 modifié le 6 octobre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « NEWFACE SECURITE PRIVEE » à Vandoeuvre-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;
VU l'arrêté n° 206 du 24 novembre 2008 modifié le 6 juin 2011 portant autorisation d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « NEWFACE SECURITE PRIVEE » à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500), 11 rue d'Amsterdam ;
VU l'extrait original du registre du commerce et des sociétés, déposé en préfecture le 7 septembre 2011, par lequel le représentant légal de la société « NEWFACE SECURITE PRIVEE » informe du changement de gérant ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté n° 206 du 24 novembre 2008 modifié le 6 juin 2011 portant autorisation d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « NEWFACE SECURITE PRIVEE » est modifié comme suit :

« Article 1er – L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage et la surveillance, dont le siège est situé depuis le 6 octobre 2008 à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500), 11 rue d'Amsterdam et dont le gérant est M. Mohamed JELLOUFATE, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Mohamed JELLOUFATE, dirigeant de la société « NEWFACE SECURITE PRIVEE ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au commandant du groupement de gendarmerie départementale,
- au maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY,
- au président du tribunal de commerce de NANCY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Délais et voies de recours

Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB: Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Arrêté n° 234 du 6 octobre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « EURL DELTA SECURITE » à Herserange

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU la demande présentée par Mlle Sandy CROSNIER, dirigeante de la société « EURL DELTA SECURITE », située 150 avenue Hippolyte d'Huart à HERSERANGE (54440), entreprise de surveillance et de gardiennage, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er : La société « EURL DELTA SECURITE » susvisée, ayant pour activité la surveillance et le gardiennage, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à Mlle Sandy CROSNIER, dirigeante de la société « EURL DELTA SECURITE ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle,
- au maire de HERSERANGE,
- au président du tribunal de commerce de BRIEY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Délais et voies de recours

Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB: Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

*Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté n° 316/2011/SIDPC du 10 octobre 2011 délimitant le périmètre de sécurité établi dans le cadre de la démolition par foudroyage à l'explosif des tours Cartier et Champlain, rue Alexandre 1er à Saint-Max**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2215-1 et suivants ;

VU le code pénal et notamment son article L223-1 ;

VU la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et notamment son article 17 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011 CMRE-EN02 du 7 octobre 2011 d'interdiction d'utiliser les pistes cyclables rive gauche et rive droite de la Meurthe et toute navigation sur la Meurthe sur les territoires de Nancy, St-Max et Malzéville le vendredi 21 octobre 2011, de 9h00 à 13h00. ;

CONSIDÉRANT que la société BATIGERE Nord-Est a décidé, dans le cadre de son programme de rénovation urbaine, de procéder le 21 octobre 2011 à la démolition des tours Cartier et Champlain sises rue Alexandre 1er à Saint-Max ;

CONSIDÉRANT que la méthode de démolition utilisée, par foudroyage à l'explosif, nécessite, pour la sécurité des personnes et des biens mais aussi pour garantir le bon déroulement de l'opération, l'établissement d'un périmètre de sécurité de 200 mètres autour des immeubles à démolir duquel doivent être évacués tout habitant et tout véhicule et dans lequel la circulation doit être restreinte ;

SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet

ARRETE

Article 1er : Dans un rayon de 200 mètres autour des immeubles à démolir, toute présence de personnes est interdite le vendredi 21 octobre 2011 à partir de 9 heures et jusqu'à la levée du dispositif de sécurité par les autorités préfectorale et municipale.

L'évacuation commencera à 7 heures pour être effective à 9 heures.

Article 2 : L'évacuation des personnes du périmètre délimité par le tracé figurant sur le plan annexé au présent arrêté est ordonnée.

Article 3 : A l'intérieur du périmètre évacué, le stationnement et la circulation de tout véhicule sont interdits. La mise en place du barriérage est à la charge de la société HOLLINGER.

Article 4 : Seuls pourront circuler dans le périmètre de sécurité les personnels procédant à l'évacuation : agents de la direction départementale de la sécurité publique, personnels désignés de la mairie de St-MAX, de la société BATIGERE Nord-Est, personnels de la société HOLLINGER DEMOLITION. Seront autorisés ponctuellement sur directives de HOLLINGER DEMOLITION, après le tir, les agents du service départemental d'incendie et de secours ainsi que ceux des différents gestionnaires de réseaux (services des eaux, gaz, électricité, opérateurs téléphoniques) désignés au préalable.

Ces personnes seront identifiées par des badges de couleurs différentes en fonction des missions. Les modèles de ces badges seront définis dans la procédure détaillée d'évacuation.

Article 5 : Les propriétaires ou occupants concernés par l'évacuation, préalablement recensés, sont prévenus par les services de la ville de St-MAX et de la société BATIGERE Nord-Est. La Ville de St-MAX met quant à elle à disposition des personnes évacuées le lieu d'accueil à savoir le foyer culturel selon des modalités adaptées au public concerné et un chenil pour les animaux de compagnie.

Article 6 : Les services de la direction départementale de la sécurité publique, le personnel de la société BATIGERE et les agents de la ville de St-MAX assurent l'évacuation totale de la zone et mettent en place la surveillance et le contrôle des accès à la zone sécurisée.

Article 7 : Le déclenchement de l'opération de démolition est subordonné à l'accomplissement de toutes les mesures d'évacuation. Il est précédé d'un compte à rebours annoncé par haut-parleurs et accompagné de coups de sirène :

- 1 coup de sirène long : 10 minutes avant le tir,

- 3 coups de sirène courts : 3 minutes avant le tir,

- 1 coup de sirène long pour la réouverture du périmètre aux personnes autorisées : quelques minutes après le tir à la fin de la visite de contrôle des artificiers.

Article 8 : Le retour des personnes évacuées sera autorisé après décision de la levée du dispositif par les autorités préfectorale et municipale. Un signal sonore avertira la population de la réouverture du périmètre de sécurité 3 coups de sirène longs.

Article 9 : La sous-préfète, directrice de cabinet, les maires de NANCY, MALZEVILLE et St-MAX, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur général de la Sté BATIGERE Nord-Est, le directeur de la Sté HOLLINGER Démolitions, le directeur du service départemental d'incendie et de secours, et le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 10 octobre 2011

Le Préfet,

Raphaël BARTOLT

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des usagers de la route***Arrêté du 13 octobre 2011 concernant l'agrément en tant que gardien de fourrière du garage TANGUY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L 325-1 à 13 et R 325-12 à 52 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005, relatif à la mise en fourrière et modifiant le code de la route (partie réglementaire) ;

VU le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, la mise en fourrière et la destruction des véhicules terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 mai 2006 par lequel j'ai agréé M. Jean-Philippe TANGUY gérant de la SARL Garage Tanguy située 4 route de Thiaville - 54120 LACHAPELLE en qualité de gardien de fourrière pour automobiles ;

VU la demande de renouvellement d'agrément présentée par M. Jean-Philippe TANGUY ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Agrément du gardien de fourrière :

M. Jean-Philippe TANGUY, gérant de la SARL Garage Tanguy, est agréé pour exercer les fonctions de gardien de la fourrière automobile située 4 route de Thiaville - 54120 LACHAPELLE conformément aux dispositions de l'article R.325-24 du code de la route. Cet agrément est personnel et incessible.

Article 2 : Agrément des installations de fourrière :

Les installations de la fourrière mentionnée à l'article 1 ci-dessus sont agréées pour recevoir les véhicules automobiles mis en fourrière.

Article 3 : Durée de l'agrément et renouvellement :

L'agrément visé aux articles 1 et 2 est accordé pour une période de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Le renouvellement devra être sollicité par M. Jean-Philippe TANGUY quatre mois avant l'échéance des dispositions du présent arrêté.

L'agrément sera reconduit dès lors que les conditions de cet agrément auront été respectées et que le fonctionnement de la fourrière aura été conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière.

Article 4 : Fonctionnement :

M. Jean-Philippe TANGUY devra respecter les engagements écrits le 1er décembre 2005 dans sa demande d'agrément et tiendra notamment à jour un tableau de bord de la fourrière comprenant l'ensemble des informations indiquées à l'article R 325-25 du code de la route ;

Article 5 : Suspension ou retrait de l'agrément :

Lorsque qu'une des conditions de sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou de manquement aux obligations de gardien de fourrière l'agrément pourra, après consultation de la commission départementale de sécurité routière, être suspendu ou retiré.

Article 6 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Lunéville,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- M. le commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Maire de Lachapelle,
- M. Jean-Philippe TANGUY.

Nancy, le 13 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Laurence PIEKARSKI

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté interpréfectoral du 28 septembre 2011 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal pour l'enseignement du premier cycle dans le secteur de Colombey-les-Belles**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet des Vosges,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1961 autorisant la création du syndicat intercommunal de ramassage et activités post et périscolaires de Colombey-les-Belles,

VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 1966 portant changement de dénomination du syndicat en « syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle dans le secteur de Colombey-les-Belles, et autorisant la modification de l'article 8 des statuts » ;

VU la délibération du comité syndical du 4 octobre 2010 décidant de modifier ses statuts ;

VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date du 11 octobre 2010 ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

Allain (15/10/2010), Allamps (22/10/2010), Autreville (15/10/2010), Bagneux (05/11/2010), Barisey-la-Côte (4/11/2010), Colombey-les-Belles (22/10/2010), Crépey (15/10/2010), Dolcourt (13/12/2010), Favières (28/10/2010), Germiny (28/10/2010), Gibeauveix (28/10/2010), Harmonville (25/10/2010), Mont-l'Etoile (27/10/2010), Punerot (09/12/2010), Ruppes (16/11/2010), Saulxerotte (25/10/2010), Saulxures-les-Vannes (21/10/2010), Thuilley-aux-Grès (17/12/2010), Tramont Emy (30/11/2010), Tramont-Lassus (16/12/2010), Tramont-Saint-André (3/12/2010), Uruffe (19/11/2010), Vandéville (19/11/2010) et Vannes-le-Chatel (26/11/2010) ;

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des conseils municipaux des collectivités suivantes :

Barisey-au-Plain, Battigny, Gélaucourt, Gémonville et Selaincourt vaut avis favorable ;

CONSIDÉRANT qu'au terme de la consultation, effectuée en application des articles L. 5211-20 et L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de Toul en date du 15 février 2011 ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges;

ARRETEMENT

Article 1er : L'article 8 des statuts du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle dans le secteur de Colombey-les-Belles est modifié comme suit :

La contribution de chacune des communes adhérentes aux dépenses supportées par le Syndicat sera calculée conformément aux règles suivantes :

1/ Les frais de ramassage qui ne seraient pas couverts par des subventions ou des participations des parents, ainsi que toutes les dépenses de fonctionnement qui ont un caractère obligatoire : chauffage, éclairage, nettoyage, gardiennage, rémunération du personnel, du receveur du Syndicat, frais de bureau, de télécommunications, les dépenses d'investissement (hors remboursement du capital des emprunts), etc... seront répartis entre les communes proportionnellement au nombre d'habitants de chacune d'elles, ce nombre étant déterminé par le dernier recensement de la population.

2/ L'amortissement des emprunts sera réparti entre les communes proportionnellement à leur potentiel fiscal.

3/ Les participations des communes, déterminées conformément aux règles ci-dessus fixées, seront arrêtées par le Comité du Syndicat, dès le vote du budget et mises immédiatement en recouvrement.

Conformément à l'article L. 1311-15 du code général des collectivités territoriales, la participation financière des communes non adhérentes à la gestion des installations sportives du SIEPC de Colombey-les-Belles sera définie par convention passée entre le SIS propriétaire et les communes non membres. Les modalités de calcul de la participation des communes non adhérentes seront définies par délibération du comité syndical.

Article 2 : Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle dans le secteur de Colombey-les-Belles sont approuvés.

Un exemplaire de ces statuts restera annexé au présent arrêté.

Article 3 : Les secrétaires généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et Neufchâteau et le président du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle dans le secteur de Colombey-les-Belles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 28 septembre 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Le Préfet des Vosges,

Dominique SORAIN

Les statuts annexés sont consultables à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités et à la sous-préfecture de Toul.

Arrêté du 3 octobre 2011 prononçant le classement d'office des voies privées du lotissement Sainte-Marguerite, à Tomblaine, dans le domaine public de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 318-3, R. 318-10 et suivants ;
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 141-3, R. 141-3 et suivants ;
VU l'arrêté du 10 mars 2010 du président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ordonnant l'ouverture d'une enquête publique ;
VU les conclusions de l'enquête publique et notamment le rapport du commissaire enquêteur du 17 mai 2010 ;
VU la délibération du conseil de la Communauté Urbaine du Grand Nancy du 24 septembre 2010 demandant le transfert dans le domaine public communautaire de la voirie du lotissement « Résidence Sainte Marguerite » à TOMBLAINE ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La propriété des voies privées ouverte à la circulation publique du lotissement Sainte Marguerite à TOMBLAINE (parcelles AP 167, AP 168, AP 169, AP 170, AP 172, AP 181 et AR 31 P, pour sa partie effectivement livrée à la circulation publique), est transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Article 2 : Le présent arrêté vaut classement dans le domaine public et éteint par là même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

Article 3 : Le plan joint au présent arrêté comportant l'assiette des voies transférées vaut plan d'alignement.

Article 4 : Une copie du présent arrêté ainsi que le plan d'alignement seront déposés à la Communauté de Communes du Grand Nancy. Avis de dépôt sera donné par affichage au siège de la communauté et par insertion en caractère apparents dans deux journaux publiés dans le département.

Article 5 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral du 18 août 2011.

Article 6 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et M. le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 3 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 5 octobre 2011 autorisant la création du Syndicat mixte de production et de sécurisation de l'alimentation en eau potable du cœur du Toulinois (SMP du Cœur du Toulinois)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5711-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des collectivités suivantes :
- la commune de Chaudeney-sur-Moselle en date du 13 avril 2011,
- la commune de Dommartin-lès-Toul en date du 19 avril 2011,
- la communes d'Ecrouves en date du 22 avril 2011,
- la commune de Pagny-derrière-Barine en date du 18 avril 2011,
- la commune de Toul en date du 6 avril 2011,
- le syndicat des eaux de Bruley-Lucey en date du 13 avril 2011,
qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) appelé "Syndicat mixte de Production et de Sécurisation de l'Alimentation en Eau Potable du cœur du Toulinois (SMP du Cœur du Toulinois) » ;
VU la proposition du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;
VU les statuts du syndicat ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1er : Est autorisée, entre les communes de Chaudeney-sur-Moselle, Dommartin-lès-Toul, Ecrouves, Pagny-derrière-Barine, Toul et le syndicat des eaux de Bruley-Lucey, la création du Syndicat mixte de production et de sécurisation de l'alimentation en eau potable du cœur du Toulinois (SMP du Cœur du Toulinois) ».

Article 2 : Le syndicat a pour objet :

1 - Production d'eau

Le syndicat de production d'eau est chargé :

- de l'étude des ressources en eau souterraine et de surface sur les plans qualitatif et quantitatif ;
- de l'étude et de la réalisation des ouvrages nécessaires à la production d'eau potable et de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage sur ces ouvrages ;
- de l'étude et de la réalisation des canalisations d'interconnexion et de transfert de l'eau d'une unité de production vers une collectivité membre ou voisine du Syndicat de production du Cœur Toulinois et assurant la distribution d'eau. Ces ouvrages sont alors exempts de desserte en eau des usagers et ne desservent aucun ouvrage de défense contre l'incendie ;
- de l'exploitation de l'ensemble des ouvrages de production d'eau et des canalisations d'interconnexion et de transfert de l'eau produite lorsque celles-ci ont un strict rôle de transport de l'eau sans desserte d'usagers en route ;
- de la réalisation, et de l'exploitation des ouvrages de livraison permanente ou temporaires d'eau, des achats, des ventes et des échanges d'eau aux collectivités publiques compétentes en production ou distribution d'eau potable ;
- de contribuer au financement des ouvrages de transport ou de stockage de ses membres, dès lors que ceux-ci ont un impact sur la gestion des équipements de production d'eau potable, selon une programmation et des critères fixés par le comité syndical.

Pour les opérations prévues au dernier alinéa ci-dessus, la maîtrise d'ouvrage pourra être déléguée en particulier aux collectivités membres du syndicat de production, notamment dans le cas de coordinations complexes.

Le Syndicat de production est propriétaire des ouvrages de production d'eau potable et des canalisations de transport d'eau qu'il réalise. Les autres ouvrages réalisés par les collectivités membres relèvent soit de sa propriété, soit sont mis à sa disposition conformément aux conventions conclues avec les collectivités membres.

Tout nouvel investissement de recherche ou de production d'eau sur les communes regroupées au sein du syndicat de Production de Cœur Toulinois sont de la compétence exclusive de ce dernier.

2 - Protection de la ressource

Le Syndicat de production a compétence en matière de protection des ressources destinées à l'alimentation en eau potable, A ce titre, il exerce les missions suivantes :

- établissement, mise en œuvre et suivi des périmètres de protection des ressources qu'il exploite ;
- établissement des plans de gestion nécessaires de la ressource qu'il exploite et animation des comités de suivi correspondants ;
- maîtrise d'ouvrage, seul ou avec les autres personnes compétentes, des programmes d'actions et des aménagements techniques jugés utiles pour assurer cette protection sur les bassins versants des ressources en eau potable qu'il exploite.

3 - Assistance aux collectivités membres pour l'exercice de leurs compétences

Le Syndicat de production pourra assister les collectivités membres en tant que maître d'ouvrage délégué à travers des conventions de mandat, en tant que co-maître d'ouvrage dans le cadre de la convention prévue à l'article 2 II de la loi n° 85 704 du 12 juillet 1985 ou mettre tout ou partie de ses services à disposition des collectivités membres pour l'exercice de leurs compétences dans le cadre d'une convention réglementée par le Code Général des Collectivités Territoriales. Le Syndicat de production ainsi que les collectivités membres respectent les procédures de publicité et/ou de mise en concurrence qui doivent le cas échéant précéder les prestations ou assistance susvisées.

4 - Travaux de sécurisation

Le Syndicat de production aura enfin pour mission de réaliser sur son territoire les travaux de sécurisation destinés à la sécurisation du grand Toulouais, selon le programme de travaux adopté en 2009. Ces travaux concernent notamment :

- La sécurisation de la production d'eau de la Croisette,
- L'adduction Toul-Dommartin, zone Jeanne d'Arc,
- L'adduction entre le « Parc à Moutons » et le réservoir de Toul (St Michel),
- Le renforcement de la capacité de stockage du site de St Michel,
- La liaison Chaudeney-Dommartin.
- Et, plus généralement, les travaux de sécurisation qui se révéleraient nécessaires à la garantie d'alimentation du Grand Toulouais.

Article 3 : Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 4 : Le siège du syndicat est situé au 13 rue de Rigny à Toul (54200).

Article 5 : La représentation des collectivités au sein du comité syndical est répartie selon le tableau suivant :

Collectivités	Délégués	Suppléants
Chaudeney-sur-Moselle	1	1
Dommartin-lès-Toul	2	1
Ecrouves	2	1
Pagney-sur-Moselle	1	1
Toul	8	3
Syndicat des eaux de Bruley-Lucey	2	1
Total	16	8

Article 6 : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier de Toul - Collectivités

Article 7 : Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 5 octobre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SYNDICAT MIXTE DE PRODUCTION ET DE SECURISATION DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU CŒUR DU TOULOIS

STATUTS

CONSIDÉRANT les recommandations de l'étude approfondie menée par le cabinet SAFEGE sur les moyens nécessaires à la sécurisation et à la mutualisation de la ressource en eau potable dans le Toulouais, remise en juin 2009 aux communes concernées,
CONSIDÉRANT que les communes du bassin du Cœur du Toulouais sont toutes alimentées en eau potable par le réseau de captage et de traitement de l'eau de la Ville de Toul (prise d'eau brute de Valcourt et usine de la Croisette, puits Ranney 1 et 2, puits Champagne notamment), complété par quelques captages de sources existantes dans les communes voisines (à Lucey et Ecrouves notamment),
CONSIDÉRANT qu'une première phase de travaux prioritaires doit d'abord être menée sur les installations existantes du bassin du Cœur du Toulouais, représentant 54% de la production d'eau et 58% de la population du territoire global étudié,
CONSIDÉRANT la volonté des communes formant le Cœur du Toulouais de s'unir dans une première étape opérationnelle pour financer les travaux les plus urgents, et ainsi bénéficier en commun d'une ressource en eau pérenne et de qualité sur ce bassin, puis de se rapprocher dans une deuxième phase des structures voisines existantes, dans une optique à moyen terme de mutualisation d'équipements structurants élargie au Grand Toulouais,

Il est proposé d'adopter les statuts constitutifs du Syndicat du Cœur du Toulouais, ainsi qu'il suit :

Article 1er : NOM ET COMPOSITION DU SYNDICAT

Le Syndicat Mixte de Production et de Sécurisation de l'Alimentation en Eau Potable du Cœur du Toulouais (SMP du Cœur du Toulouais) est créé par arrêté préfectoral, à la demande concordante des assemblées délibérantes du bassin du Cœur du Toulouais, à savoir :

- la commune de Chaudeney-sur-Moselle,
- la commune de Dommartin-lès-Toul,
- la commune d'Ecrouves,
- la commune de Pagney-derrière-Barine,
- la commune de Toul,
- le Syndicat des eaux Bruley-Lucey.

Article 2 : OBJET

1 - Production d'eau

Le syndicat de production d'eau est chargé :

- de l'étude des ressources en eau souterraine et de surface sur les plans qualitatif et quantitatif ;
- de l'étude et de la réalisation des ouvrages nécessaires à la production d'eau potable et de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage sur ces ouvrages ;
- de l'étude et de la réalisation des canalisations d'interconnexion et de transfert de l'eau d'une unité de production vers une collectivité membre ou voisine du Syndicat de production du Cœur Toulouais et assurant la distribution d'eau. Ces ouvrages sont alors exempts de desserte en eau des usagers et ne desservent aucun ouvrage de défense contre l'incendie ;
- de l'exploitation de l'ensemble des ouvrages de production d'eau et des canalisations d'interconnexion et de transfert de l'eau produite lorsque celles-ci ont un strict rôle de transport de l'eau sans desserte d'usagers en route ;
- de la réalisation, et de l'exploitation des ouvrages de livraison permanente ou temporaires d'eau, des achats, des ventes et des échanges d'eau aux collectivités publiques compétentes en production ou distribution d'eau potable ;

- de contribuer au financement des ouvrages de transport ou de stockage de ses membres, dès lors que ceux-ci ont un impact sur la gestion des équipements de production d'eau potable, selon une programmation et des critères fixés par le comité syndical.

Pour les opérations prévues au dernier alinéa ci-dessus, la maîtrise d'ouvrage pourra être déléguée en particulier aux collectivités membres du syndicat de production, notamment dans le cas de coordinations complexes.

Le Syndicat de production est propriétaire des ouvrages de production d'eau potable et des canalisations de transport d'eau qu'il réalise. Les autres ouvrages réalisés par les collectivités membres relèvent soit de sa propriété, soit sont mis à sa disposition conformément aux conventions conclues avec les collectivités membres.

Tout nouvel investissement de recherche ou de production d'eau sur les communes regroupées au sein du syndicat de Production de Cœur Toulouais sont de la compétence exclusive de ce dernier.

2 - Protection de la ressource

Le Syndicat de production a compétence en matière de protection des ressources destinées à l'alimentation en eau potable, A ce titre, il exerce les missions suivantes :

- établissement, mise en œuvre et suivi des périmètres de protection des ressources qu'il exploite ;
- établissement des plans de gestion nécessaires de la ressource qu'il exploite et animation des comités de suivi correspondants ;
- maîtrise d'ouvrage, seul ou avec les autres personnes compétentes, des programmes d'actions et des aménagements techniques jugés utiles pour assurer cette protection sur les bassins versants des ressources en eau potable qu'il exploite.

3 - Assistance aux collectivités membres pour l'exercice de leurs compétences

Le Syndicat de production pourra assister les collectivités membres en tant que maître d'ouvrage délégué à travers des conventions de mandat, en tant que co-maître d'ouvrage dans le cadre de la convention prévue à l'article 2 II de la loi n° 85 704 du 12 juillet 1985 ou mettre tout ou partie de ses services à disposition des collectivités membres pour l'exercice de leurs compétences dans le cadre d'une convention réglementée par le Code Général des Collectivités Territoriales. Le Syndicat de production ainsi que les collectivités membres respectent les procédures de publicité et/ou de mise en concurrence qui doivent le cas échéant précéder les prestations ou assistance susvisées.

4 - Travaux de sécurisation

Le Syndicat de production aura enfin pour mission de réaliser sur son territoire les travaux de sécurisation destinés à la sécurisation du grand Toulouais, selon le programme de travaux adopté en 2009. Ces travaux concernent notamment :

- La sécurisation de la production d'eau de la Croisette,
- L'adduction Toul-Dommartin, zone Jeanne d'Arc,
- L'adduction entre le « Parc à Moutons » et le réservoir de Toul (St Michel),
- Le renforcement de la capacité de stockage du site de St Michel,
- La liaison Chaudeney-Dommartin,
- Et, plus généralement, les travaux de sécurisation qui se révéleraient nécessaires à la garantie d'alimentation du Grand Toulouais.

Article 3 - DUREE

Le syndicat est juridiquement et habituellement constitué pour une durée illimitée. Cependant il a vocation à moyen terme à s'intégrer à un syndicat mixte, en partenariat avec les syndicats voisins, afin de mutualiser le financement et l'usage de grands équipements de sécurisation de la ressource en eau à l'échelle du Grand Toulouais.

Article 4 - SIEGE

Le siège du Syndicat est fixé 13, rue de Rigny à Toul.

Article 5 - TRANSFERT DES EQUIPEMENTS ET RESSOURCES FINANCIERES DU SYNDICAT DE PRODUCTION

A sa date de création, le transfert au syndicat de production des ouvrages et des charges financières afférentes (emprunts et amortissements) sera effectué.

Les charges financières propres aux études en cours sur les ouvrages concernés par le programme de sécurisation lui seront également transférées.

Les ressources financières du Syndicat de production comprennent:

1. les redevances ;
2. le produit de la vente de l'eau aux collectivités ;
3. le produit des emprunts ;
4. les subventions du Département, de la Région, de l'Etat, de l'Agence de l'Eau, et toutes autres participations financières auxquelles le Syndicat de production pourrait prétendre compte tenu de son objet ;
5. les produits des dons et legs ;
6. les revenus des biens meubles et immeubles ;
7. les produits des placements prévus par la réglementation en vigueur.

Article 6 : ADMINISTRATION

Le Syndicat de Production est administré par un Comité syndical composé au minimum d'un délégué titulaire par collectivité membre, par dérogation autorisée aux articles L. 5212-6 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Chaque collectivité désigne également un ou des délégués appelés à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement d'un délégué titulaire. Un délégué suppléant d'une collectivité membre peut remplacer tout délégué titulaire de la même collectivité.

Les membres y sont représentés de la façon suivante, et selon la pondération calculée à partir des volumes d'eau, étant précisé que la consommation d'eau de Toul représente 67% de la consommation totale pour une population représentant 65% de la population totale (source INSEE) :

Collectivités	Délégués	Suppléants
SIAEP de Bruley-Lucey	2	1
Chaudeney-sur-Moselle	1	1
Dommartin-les-Toul	2	1
Ecrouves	2	1
Pagny-derrière-Barine	1	1
Toul	8	3
TOTAL	16	8

Article 7 : REGLEMENT ET DISPOSITIONS DIVERSES

Le fonctionnement du Syndicat est également soumis à un règlement intérieur, complétant les dispositions des présents statuts dans le respect du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce règlement intérieur est adopté par le Comité syndical dès l'installation de celui-ci.

*Préfecture de Meurthe-et-Moselle
VU pour être annexé à notre arrêté de ce jour*

Nancy, le 5 octobre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Bureau des procédures environnementales

Arrêté n° 54-2010-00140 du 12 octobre 2011 portant autorisation au titre de l'article L.214-3, déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement concernant la requalification du plan d'eau de la Sangsue à Briey et portant retrait du droit d'eau du Moulin Dolhain

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse du 27 novembre 2009 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté du 29 février 2008 définissant le plan de l'étude de dangers et des digues et en précisant le contenu ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 juin 1963 déclarant d'utilité publique l'exécution de l'aménagement d'un plan d'eau dans la vallée de la Sangsue et autorisant l'acquisition par la ville de BRIEY des propriétés nécessaires ;

VU l'arrêté du 10 octobre 1977, fixant règlement d'eau du moulin du Dolhain ;

VU la déclaration d'existence de la commune de BRIEY représentée par son maire M. Guy VATTIER en date du 15 avril 2010 en application du L. 214-6-III du code de l'environnement ;

VU la régularisation des ouvrages au titre de la loi sur l'eau du 20 juillet 2010 ;

VU le dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant un dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé, au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 11/10/2010, par le Syndicat de Contrat de Rivière Woigot, représenté par Monsieur le Président, M. Michel Causin, enregistré sous le n° 54-2010-00140 et relatif à requalification du plan d'eau de la Sangsue à Briey ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 15 juin 2011 au 15 juillet 2011 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 04 août 2011 ;

VU la consultation des deux communes concernées ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 5 septembre 2011 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et technologiques en date du 21 septembre 2011 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que le CEMAGREF, suite à une inspection sur la sécurité des barrages autorisés (circulaire du 1er mars 2001) a demandé que le barrage soit classé comme intéressant la Sécurité Publique dans son rapport du 18 mai 2001 ;

CONSIDÉRANT que le barrage est de classe D au sens de l'article R.214-112 du code de l'environnement selon ses caractéristiques techniques du barrage notamment sa hauteur (6 m) et son volume (0,14 millions de m3) ; mais que, compte-tenu des enjeux en aval immédiat de cet ouvrage (agglomération de Briey), il est proposé un sur-classement de ce barrage en classe C ;

CONSIDÉRANT que la prévention du risque de rupture de l'ouvrage nécessite des mesures renforcées ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable, dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti, sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Titre I : OBJET

Article 1er : Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

A la demande du Syndicat de Contrat de Rivière Woigot, représenté par le Président, M. Michel Causin, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs à l'opération de requalification du plan d'eau de la Sangsue à Briey, sont déclarés d'intérêt général.

Le Syndicat de Contrat de Rivière Woigot est autorisé en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération de requalification du plan d'eau de la Sangsue situé sur les communes de Briey et Mance.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m3/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau	Autorisation
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion de la 2.1.5.0, des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0, 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure ou égale à 10 000 m3/j ou à 25% du débit moyen inter annuel du cours d'eau	Autorisation
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à la continuité écologique entraînant une différence de niveau supérieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation. <i>Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.</i>	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m	Autorisation
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m	Autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens destruction de plus de 200 m2 de frayères.	Autorisation

3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année supérieur à 2000 m3. L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Autorisation
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m2. Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage, la digue ou le remblai dans le lit majeur.	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha.	Autorisation
3.2.4.0	Vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L431-7 du même code	Déclaration
3.2.5.0	Barrages de retenue et digues de canaux de classe D, surclassé en classe C compte-tenu des enjeux à l'aval du barrage.	Autorisation
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha.	Autorisation

Article 2 : Retrait du droit d'eau

Tout droit ou règlement d'eau attaché au moulin Dolhain est retiré.

Article 3 : Caractéristiques des travaux

Localisation des travaux :

Les travaux concernent :

- le lit mineur du Woigot, de la confluence du ruisseau de La Vallée au pont du Dolhain, en incluant l'ancien bras d'alimentation du moulin du Dolhain, et la végétation des berges dans une emprise de 6 mètres de part et d'autre ;
- le plan d'eau de La Sangsue et ses berges jusqu'au chemin périphérique inclus, et en aval jusqu'au barrage, clapet inclus.

Remarque : Dans le dossier, l'ouvrage est dénommé « digue », mais au sens réglementaire, il s'agit d'un barrage.

Description générale des travaux :

Le seuil des « Belles Fontaines » ou du Dolhain, constitue un obstacle à la continuité écologique et sédimentaire du Woigot. Le projet consiste à déraser l'ouvrage amont d'alimentation de la prise d'eau du Dolhain et à stabiliser les berges et le fond du lit par génie civil : enrochements et création d'un seuil de fond au niveau du fond naturel.

Le dérasement du seuil conduira à l'abaissement de la ligne d'eau amont. Un aménagement du lit du Woigot sera réalisé sur une longueur de 1000 mètres en amont du seuil, soit jusqu'à la confluence avec le ruisseau de La Vallée.

Actuellement le plan d'eau de La Sangsue est en barrage sur Le Woigot. Le projet consiste à vidanger le plan d'eau actuel, détourner Le Woigot en rive gauche du plan d'eau, créer un ouvrage d'alimentation du plan d'eau, et remplacer le barrage actuel, équipé du clapet de régulation par un barrage déversant de 1100 mètres de longueur. Les sédiments seront réutilisés sur place.

Article 4 : Le plan d'eau :

Les caractéristiques du plan d'eau modifié sont les suivantes :

- Surface : 7 ha environ ;
- Volume maximum 114 000 m3 ;
- Cote de la retenue normale : 209,90 m en altitude Normale dans le système NGF-IGN69 ;
- Longueur : 1200 mètres environ ;
- Largeur : de 20 à 100 mètres.

Cote de la digue : 210.35 m dans le système NGF-IGN69.

Ces cotes pourront évoluer en fonction de l'étude hydraulique demandée en phase projet (*article concernant le barrage dans les prescriptions spécifiques*).

Une vanne de fond sera mise en place à travers le barrage au point le plus bas du plan d'eau. Elle permettra la vidange du plan d'eau futur.

Article 5 : Les sédiments :

A l'issue de la vidange, les sédiments suffisamment secs seront au fur et à mesure mis en dépôt au fond du plan d'eau. L'ensemble des sédiments sera réutilisé sur place pour l'aménagement de l'amphithéâtre de verdure, la création de zones humides et l'aménagement paysager au sein du plan d'eau.

Article 6 : Le nouveau lit :

Le nouveau lit du Woigot est créé en rive gauche du plan d'eau sur une longueur de 1 100 mètres. Les berges seront stabilisées par techniques végétales principalement. En rive gauche les berges seront arborées et en rive droite, elles seront constituées par le barrage du plan d'eau et dépourvues d'espèces arborées.

Article 7 : L'aménagement du Dolhain (seuil des Belles fontaines) :

Le seuil des Belles fontaines sera dérasé complètement et remplacé par un seuil de fond au niveau du fond naturel du lit du Woigot.

Article 8 : Restauration du Woigot en amont du seuil des Belles fontaines

En amont du seuil et jusqu'à la confluence avec le ruisseau de La Vallée, Le Woigot sera renaturé par la création d'un lit mineur d'étiage, le talutage des berges, l'implantation d'une ripisylve.

La stabilité du pied de berge sera assurée par des boudins de géotextile ensemencés en hélrophytes, maintenus par des pieux. Le tracé sera sinueux.

Pendant la durée des travaux de destruction du seuil actuel et d'aménagement du nouveau seuil, un dispositif de filtres à paille verticaux non compactés seront installés à l'aval et changés régulièrement, dès qu'ils seront colmatés.

Article 9 : Le barrage :

Le barrage actuel du plan d'eau, équipé du clapet, sera détruit.

Un nouveau barrage d'une longueur de 1100 mètres sera construit sur la rive gauche de l'étang. Il sera constitué de matériaux de type A2 selon la classification GTR, bénéficiant d'une étanchéité dans la masse. Il sera constitué de terre à l'exception de la partie la plus rétrécie, où un mur sera dressé pour éviter un empiètement sur toute la largeur de l'étang.

Il aura une hauteur variant de l'amont à l'aval entre 1 à 6 mètres par rapport au terrain naturel.

Il sera recouvert d'enrochements fins pour le protéger contre l'érosion et de sédiments humides renforçant l'étanchéité.

Le déversoir de crues est une digue déversante d'une centaine de mètres de longueur. Il est conçu de façon à limiter l'élévation du plan d'eau en favorisant le déversement sur la longueur.

Les seuils de déversement sont calés en escalier :

- Le premier palier prend en charge les débits compris entre l'étiage décennal à la crue biennale,
- Le deuxième palier prend en charge les débits compris entre la crue biennale et la crue décennale,
- Le troisième palier prend en charge les débits supérieurs à la crue décennale.

Les cotes de ces paliers seront définies par l'étude hydraulique demandée en phase projet (*article concernant le barrage dans les prescriptions spécifiques*).

Article 10 : Classe de l'ouvrage

Les caractéristiques géométriques du barrage de La Sangsue à BRIEY relèvent de la classe D.

Compte tenu des enjeux en aval immédiat de cet ouvrage (agglomération de BRIEY), ce barrage est sur-classé en classe C.

Titre II : PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 11 : Maîtrise d'œuvre

Pour la construction du nouveau barrage du plan d'eau, conformément à l'article R.214-120 du code de l'environnement, le syndicat de contrat de rivière du Woigot doit désigner un maître d'œuvre agréé conformément aux dispositions des articles R.214.148 à R.214-151.

Les obligations du maître d'œuvre comprennent notamment :

- 1 La vérification de la cohérence générale de la conception du projet, de son dimensionnement général et de son adaptation aux caractéristiques physiques du site ;
- 2 La vérification de la conformité du projet d'exécution aux règles de l'art ;
- 3 La direction des travaux ;
- 4 La surveillance des travaux et de leur conformité au projet d'exécution ;
- 5 Les essais et la réception des matériaux, des parties constitutives de l'ouvrage et de l'ouvrage lui-même ;
- 6 La tenue d'un carnet de chantier relatant les incidents survenus en cours de chantier ;
- 7 Le suivi de la première mise en eau.

Article 12 : Première mise en eau

Le syndicat adressera au préfet un programme de première mise en eau. Ce dossier contient :

- les consignes à suivre en cas d'anomalie grave, notamment les manœuvres d'urgence des organes d'évacuation, et précisant les autorités publiques à prévenir sans délai ;
- le rythme et les éventuels paliers de mise en eau ;
- les moyens mis en place pour maîtriser le remplissage de la retenue ;
- le programme de surveillance prévu aux différents paliers et, le cas échéant les modalités d'auscultations renforcées.

Cette procédure est préalablement portée à la connaissance des personnels intéressés.

Pendant tout le déroulement de la première mise en eau, le propriétaire ou l'exploitant assure une surveillance permanente de l'ouvrage et de ses abords immédiats par un personnel compétent et muni de pouvoirs suffisants de décision.

Le propriétaire ou l'exploitant remet au préfet, dans les six mois suivant l'achèvement de cette phase, un rapport décrivant les dispositions techniques des ouvrages tels qu'ils ont été exécutés, l'exposé des faits essentiels survenus pendant la construction, une analyse détaillée du comportement de l'ouvrage au cours de l'opération de mise en eau et une comparaison du comportement observé avec le comportement prévu

Article 13 : Dossiers relatifs à l'ouvrage

Dans le mois suivant la notification du marché d'exécution des travaux pour la construction de l'ouvrage, le syndicat tient à jour un dossier qui contient :

- tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- une description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances. Cette description porte notamment sur les modalités d'entretien et de vérifications périodiques de corps de l'ouvrage et des divers organes fixes ou mobiles, ainsi que le contrôle de la végétation ;
- les consignes écrites dans lesquelles sont fixées les instructions de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances ainsi que celles concernant son exploitation en période de crue ; ces consignes précisent le contenu des visites techniques approfondies mentionnées à l'article R. 214-123 ainsi que, le cas échéant, du rapport de surveillance et du rapport d'auscultation ou du rapport de contrôle équivalent transmis périodiquement au préfet ;
- les études préalables à la construction de l'ouvrage, y compris les études de dimensionnement et de stabilité de l'ouvrage et l'étude adaptée d'évaluation des dangers ;
- les comptes rendus de réception des fouilles et de chantier, les décomptes de travaux et les bordereaux de livraison ;
- les plans conformes à exécution ;
- les notices de fonctionnement et d'entretien des divers organes ou instruments incorporés à l'ouvrage ;
- le rapport de fin d'exécution du chantier ;
- le rapport de première mise en eau ;
- les rapports périodiques de surveillance et d'auscultation ;
- les rapports des visites techniques approfondies ;

Ce dossier est conservé dans un endroit permettant son accès et son utilisation en toutes circonstances et tenu à la disposition du service chargé du contrôle. Il est mis à jour régulièrement et un exemplaire est obligatoirement conservé sur support papier.

Article 14 : Les consignes écrites

Ces consignes écrites font l'objet d'une approbation préalable par le préfet. Elles portent sur :

- 1 Les dispositions relatives aux visites de surveillance programmées et aux visites consécutives à des événements particuliers, notamment les crues et les séismes. Elles précisent la périodicité des visites, le parcours effectué, les points principaux d'observation et le plan type des comptes rendus de visite. Elles comprennent la périodicité, la nature et l'organisation des essais des organes mobiles.
- 2 Les dispositions relatives aux mesures d'auscultation du barrage. Ces dispositions précisent en particulier :
 - La description du dispositif d'auscultation et la liste des mesures qui font l'objet d'une analyse dans le cadre du rapport périodique d'auscultation ;
 - La périodicité des mesures selon le type d'instrument et sa modulation éventuelle en fonction des conditions d'accès, du remplissage de la retenue ou des états de vigilance définis au 4 ;
 - Les fréquences et les modalités de vérification et de maintenance des instruments et dispositifs de mesure.
- 3 Les dispositions relatives aux visites techniques approfondies. Ces visites détaillées de l'ouvrage sont menées par un personnel compétent notamment en hydraulique, en électromécanique, en géotechnique et en génie civil et ayant une connaissance suffisante du dossier et des résultats d'auscultation de l'ouvrage. Le compte rendu précise, pour chaque partie de l'ouvrage, de ses abords et de la retenue dans le cas d'un barrage, les constatations, les éventuels désordres observés, leurs origines possibles et les suites à donner en matière de surveillance, d'exploitation, d'entretien, d'auscultation, de diagnostic ou de confortement.
- 4 Les dispositions spécifiques à la surveillance de l'ouvrage et à son exploitation en période de crue. Celles-ci indiquent les contraintes et les objectifs à respecter au regard de la sûreté de l'ouvrage et de la sécurité des personnes et des biens. Elles indiquent également :
 - Les moyens dont dispose le propriétaire ou l'exploitant pour anticiper l'arrivée et le déroulement des crues ;
 - Les différents états de vigilance et de mobilisation du propriétaire ou de l'exploitant pour la surveillance de son ouvrage, les conditions de passage d'un état à l'autre et les règles particulières de surveillance de l'ouvrage par le propriétaire ou l'exploitant pendant chacun de ces états ;

- Les règles de gestion des organes hydrauliques, notamment les vannes, pendant la crue et la décrue et pendant les chasses de sédiments ;
 - Les conditions entraînant la réalisation d'un rapport consécutif à un épisode de crue important ou un incident pendant la crue ;
 - Les modalités de transmission d'informations vers les autorités compétentes : services et coordonnées du propriétaire ou de l'exploitant chargé de transmettre les informations, nature, périodicité et moyens de transmission des informations transmises, services et coordonnées des destinataires des informations, en particulier du service de prévision des crues.
5. Les dispositions à prendre par le propriétaire ou l'exploitant en cas d'événement particulier, d'anomalie de comportement ou de fonctionnement de l'ouvrage et les noms et coordonnées des différentes autorités susceptibles d'intervenir ou devant être averties, en particulier le service en charge du contrôle de la sécurité de l'ouvrage et les autorités de police ou de gendarmerie ;
6. Le rapport de surveillance rend compte des observations réalisées lors des visites mentionnées au 1 réalisées depuis le précédent rapport de surveillance et comprend des renseignements synthétiques sur :
- la surveillance, l'entretien et l'exploitation de l'ouvrage au cours de la période ;
 - les incidents constatés et les incidents d'exploitation ;
 - le comportement de l'ouvrage ;
 - les événements particuliers survenus et les dispositions prises pendant et après l'événement ;
 - les essais des organes hydrauliques et les conclusions de ces essais ;
 - les travaux effectués directement par le propriétaire ou l'exploitant ou bien par une entreprise.
7. Le rapport d'auscultation, l'analyse les mesures afin notamment de mettre en évidence les anomalies, les discontinuités et les évolutions à long terme. L'analyse prend en compte les évolutions antérieures et fournit un avis sur le comportement de l'ouvrage et sur les éventuelles mesures à prendre pour améliorer la sécurité. Il indique les modifications souhaitables du dispositif d'auscultation. Lorsque le nombre de données le permet, l'analyse tente de séparer les effets réversibles des effets irréversibles.

Toute mise à jour des consignes est soumise à l'approbation préalable du préfet.

Article 15 : Registre de l'ouvrage

Le syndicat tient en outre à jour un registre, ouvert dès le jour de la réception des travaux, sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques et à l'environnement de l'ouvrage.

Il comprend les informations relatives :

- à l'exploitation de la retenue, à son remplissage, à sa vidange et aux périodes de fonctionnement du déversoir ;
- aux incidents, accidents, anomalies constatés ou faits marquants concernant l'ouvrage, ses abords et sa retenue ;
- aux travaux d'entretien réalisés ;
- aux manœuvres opérées sur les organes mobiles ;
- aux constatations importantes faites lors des visites de surveillance programmées ou exceptionnelles et aux conditions climatiques qui ont régné pendant ces visites ;
- aux constatations importantes faites lors des relevés d'auscultation ;
- aux visites techniques approfondies réalisées ;
- aux inspections du service en charge du contrôle de la sécurité de l'ouvrage.

Les informations portées au registre doivent être datées.

Ce registre est conservé dans un endroit permettant son accès et son utilisation en toutes circonstances et tenu à la disposition du service chargé du contrôle. Il est mis à jour régulièrement et un exemplaire est obligatoirement conservé sur support papier.

Article 16 : Visites Techniques approfondies

Le propriétaire ou l'exploitant de tout barrage ou digue surveille et entretient l'ouvrage et ses dépendances. Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage.

Les visites techniques approfondies mentionnées à l'article R. 214-123 sont réalisées au moins une fois tous les 5 ans. Elles font l'objet d'un compte rendu transmis au préfet. La première VTA doit avoir lieu avant la réception de l'ouvrage.

Article 17 : Rapports de surveillance et d'auscultation

Le syndicat fournit le rapport de surveillance mentionné à l'article R. 214-122 au préfet au moins une fois tous les cinq ans. Le premier doit avoir lieu avant la réception de l'ouvrage.

Le syndicat fournit le rapport d'auscultation ou des contrôles équivalents mentionné à l'article R. 214-122 au préfet au moins une fois tous les cinq ans. Le rapport décrit notamment les anomalies dans le comportement de l'ouvrage ainsi que leurs évolutions dans le temps. Il est établi par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-148 à R. 214-151

Titre II : PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES

Article 18 : Le barrage

Etude géotechnique :

L'étude géotechnique G12, concernant la requalification du plan d'eau de la Sangsue à Briey, réalisée par Fondasol (M.10-0149-Ind.A-Piècen°001) et basée sur l'avant-projet, doit être respectée.

Elle préconise notamment :

- Les terrassements seront réalisés en période climatique favorable et en période de faibles débits du Woigot (de juin à septembre), c'est-à-dire en période estivale sèche ;
- Le remblaiement des digues devra se faire par couches de 0,3 m d'épaisseur maximum compactées au moyen d'un rouleau vibrant lourd pour assurer une bonne imbrication entre chaque couche ;
- La mise en œuvre d'un enrochement 100/200 mm par couches minces ;
- Le compactage devra atteindre au minimum 95% de la densité sèche de l'Optimum Proctor Normal, ce qui devra être contrôlé par des essais au gammadensimètre ou au pénétrodensitographe de préférence ;
- La pente des talus des digues sera de 2,5 de base pour 1 de hauteur pour le parement au contact de l'eau et de 2 de base pour 1 de hauteur pour le parement aval non exposé ;
- Si un tapis d'argile est envisagé sur le parement amont, la pente requise est de l'ordre de 3/1 de base pour 1 de hauteur ;
- La largeur de crête de la digue sera d'au moins 3 mètres ;
- Une tranchée d'ancrage sera réalisée après décapage, remplie de matériaux soigneusement compactés sur une profondeur minimale de 50 centimètres et une largeur de 2,5 mètres ;
- Le plan d'eau sera rapidement mis en eau après réalisation des ouvrages afin d'éviter l'infiltration d'eau dans les fentes de retrait de l'argile desséchée et le développement de la végétation ;
- Une rampe d'accès au fond du plan d'eau sera créée avec une pente suffisamment douce pour les engins de curage ;
- La nature et l'homogénéité des fonds de fouille seront vérifiées et les poches de remblais ou sols lâches seront purgés ;
- Les fondations seront immédiatement bétonnées afin d'éviter l'altération des sols. De même les fonds de fouille seront soigneusement nettoyés et immédiatement bétonnés ;
- Les arrivées d'eau en fond de fouille seront évacuées par tout moyen. La réalisation des ouvrages devra se faire hors d'eau.

Ces préconisations sont basées sur les études préliminaires. Une fois les caractéristiques des ouvrages définitivement arrêtés, celles-ci seront communiquées à Fondasol, afin d'en vérifier l'adéquation avec les solutions de fondations et les sujétions d'exécution énoncées dans leur étude M.10-0149-Ind.A-Pièce n°001. Les conclusions définitives de Fondasol seront transmises au service en charge de la police de l'eau.

Plans projet :

Les plans et études de dimensionnement phase projet de l'ouvrage seront transmis au service chargé de la police de l'eau pour validation.

La phase projet comprendra notamment :

- La mission géotechnique de type G2 ;
- Les dimensionnements et plans détaillés de l'ouvrage d'écrêtement des crues et de la digue déversante ;
- Les précisions et justification du barrage de retenue dans les sections rétrécies et le raccordement entre les parties du barrage en béton et en terre ;
- La description et le dimensionnement de l'ouvrage en remblais (condition de réemploi des déblais, caractéristiques géotechniques de ceux-ci, calcul de stabilité de l'ouvrage, ...) ;
- 1^{ère} mise en eau : Les mesures de sécurité pendant la première mise en eau seront fournies au service chargé de la police de l'eau, au minimum 3 mois avant la mise en eau pour validation. Elle comprendra notamment les moyens mis en place pour éviter le remplissage trop rapide de la retenue en cas de survenue de crues soudaines et non maîtrisées.
- La description du dispositif d'auscultation tel que demandé au paragraphe 2 de l'article 15 ci-dessus.
- La cote du déversoir de crue sera calculée sur la base de la crue de projet décennale, déterminée en fonction d'une étude hydrologique validée par le service police de l'eau.

Cote normale d'exploitation :

Une échelle limnimétrique sera implantée sur une base fixe et visible depuis le barrage, dont le niveau zéro indiquera la cote normale d'exploitation du plan d'eau.

Article 19 : La vidange

Vidange du plan d'eau actuel :

La vidange du plan d'eau actuel sera réalisée de manière à limiter au maximum tout départ de sédiments à l'aval.

Pour se faire le syndicat a en charge de prévenir les propriétaires des ouvrages situés en aval (barrage de la filature, ouvrage de la Caulre), au minimum 1 mois avant la date de vidange et leur demander d'ouvrir les vannes et/ou d'abaisser les clapets et tout ouvrage pendant toute la durée de la vidange.

La vidange se déroulera selon le protocole suivant :

- Abaissement progressif du clapet, jusqu'à son abaissement complet ;
- Réalisation d'un point de suivi en présence du maître d'ouvrage, maître d'œuvre, Onema et service police de l'eau, afin d'analyser la situation et trouver la meilleure solution pour la suite de la vidange qui peut être pompage des eaux de surface, ouverture de la vanne de fond, échantillonnage dans la chaussée béton, réalisation d'une fosse de décantation des eaux, ... et la gestion des poissons.
- Des filtres à paille verticaux non compactés seront placés à intervalle régulier dans le lit du Woigot à l'aval, ils seront remplacés régulièrement.

La vidange débutera un jour ouvré en début de semaine, les services police de l'eau de l'Onema et de la DDT de Meurthe-et-Moselle seront avertis au minimum 15 jours avant la date de la vidange.

Pour suivre l'évolution du niveau plan d'eau pendant la vidange et du régime hydrologique du Woigot, une échelle limnimétrique sera installée au droit de l'ouvrage de vidange existant et une seconde sera installée à l'entrée du plan d'eau. Une surveillance constante sera assurée pendant toute la durée de la vidange.

Trop-plein et vidange du futur plan d'eau :

Hors période de crues, le trop-plein devra évacuer les eaux du fond du plan d'eau.

De même en période de vidange, le système de vidange sera conçu de façon à ce que les sédiments restent bloqués dans le plan d'eau.

Un système de type moine ou similaire devra être proposé en phase projet au service police de l'eau pour validation.

Article 20 : Dispositions relatives à la pêche du futur plan d'eau :

Une pêcherie fonctionnelle sera installée au niveau de l'ouvrage de vidange de manière à pouvoir trier les éventuelles espèces indésirables lors de vidanges.

Le plan d'eau est soumis aux dispositions du livre quatrième, titre III « pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles » du code de l'environnement, à l'exception des articles L431-4, L431-6 et L431-7. Il s'agit d'une eau libre de deuxième catégorie piscicole.

Article 21 : L'ouvrage de prélèvement :

L'aménagement proposé est un seuil frontal en travers du lit du Woigot, équipé d'un pertuis. Il permet l'alimentation du plan d'eau par élévation du niveau d'eau dans le lit du Woigot amont et débordement au-dessus d'un seuil latéral en rive droite.

Pour ce type d'ouvrage, un entretien journalier est nécessaire à son bon fonctionnement.

Une échelle limnimétrique ou tout autre procédé similaire sera installé en amont de l'ouvrage.

Pour améliorer la continuité piscicole au droit du pertuis, une passe à poissons à bassins successifs est prévue en rive gauche.

L'Onema doit valider le système permettant la circulation piscicole, le transit sédimentaire et l'alimentation du plan d'eau en tout temps. Le projet devra détailler le type de passe, les plans précis de dimensionnement, les variations du débit d'alimentation, les plages de fonctionnement, les variations des niveaux d'eau amont et aval, notes de calcul,

Si le système proposé n'est pas satisfaisant, un autre système sera alors étudié et proposé par le pétitionnaire.

Article 22 : Débit réservé

Le débit réservé à maintenir dans le ruisseau du Woigot à l'aval du prélèvement pour le plan d'eau, fixé en tout temps à au moins 140 l/s.

Un dispositif de contrôle du débit sera présent au droit ou à l'aval immédiat de l'ouvrage afin de connaître le débit dérivé dans le nouveau lit (débit réservé). Le projet devra détailler ce dispositif qui sera également validé.

Article 23 : L'aménagement du Dolhain (seuil des Belles fontaines) :

Les données topographiques et plans d'exécution détaillés, notamment seuil de fond et enrochements, ainsi que leurs dimensionnements, seront fournis aux services en charge de la police de l'eau pour validation. Le projet précisera l'aménagement du canal du moulin du Dolhain.

Article 24 : La restauration et renaturation du Woigot

Le nouveau lit

Les plans projet du nouveau lit du Woigot seront soumis pour validation aux services chargés de la police de l'eau et à l'Onema. Le projet explicitera le choix du gabarit (hauteur plein bord, largeur plein bord, etc...). Pour déterminer ces facteurs, il sera nécessaire de se référer au gabarit du cours d'eau naturel relevé en amont ou en aval.

Des caches pour les géniteurs seront aménagées.

Le tracé et les profils devront faire l'objet d'un terrassement hétérogène se rapprochant du milieu naturel.

La reconstitution du nouveau lit devra se faire avec des matériaux similaires à la granulométrie naturelle du Woigot. La phase projet devra présenter un profil granulométrique pour validation de la reconstitution du lit.

Généralités

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, hors zone inondable.

Le service départemental de l'Onema et le service police de l'eau seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

Article 25 : Récolement

Au minimum 3 mois avant la mise en eau, le syndicat fournira au service chargé de la police de l'eau les documents suivants :

- Le programme détaillé de première mise en eau ;
- La description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage ;
- Les consignes écrites, qui seront validées.

Dans les 6 mois suivant la mise en eau, le syndicat fournira au service chargé de la police de l'eau les documents suivants :

- Le rapport de première mise en eau,
- Les plans de récolement et plans conformes à exécution,
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des divers organes ou instruments incorporés à l'ouvrage,
- Le rapport de fin d'exécution de chantier,

Article 26 : Mesures correctrices

Les mesures correctrices suivantes sont proposées au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux,
- Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique, hors période de frai,
- Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension.

Article 27 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)

L'ensemble des points caractérisant la surveillance et l'entretien sera développé au sein des documents imposés ci-dessus tels que l'organisation mise en place pour la surveillance, les consignes écrites, le registre de l'ouvrage et les visites techniques approfondies.

L'entretien des ouvrages consiste au minimum en :

- Des visites de surveillance mensuelles et après chaque événement particulier (crues, ...). Ces inspections visuelles des ouvrages se font à pied, afin de repérer d'éventuels désordres pouvant les affecter. Un point sera fait sur chaque ouvrage, tronçon homogène du barrage et tronçon de cours d'eau créé, à l'aide d'un carnet de notes et d'un appareil photographique. Elles permettront de déceler d'éventuelles irrégularités de profil, bombements, glissement localisés, terriers et en situation de crue, de déceler d'éventuelles fuites au travers des remblais et à la jonction remblais/organes hydrauliques.
- Ces données seront renseignées dans le dossier de l'ouvrage.
- Sur le plan d'eau, un suivi de la sédimentation au niveau qualitatif et quantitatif, sera réalisé tous les 5 ans, par prélèvements. 3 points de suivis seront utiles (secteur amont dans le plan d'eau, secteur médian et aval). Leur localisation précise sera définie à l'achèvement des travaux et communiquée au service en charge de la police de l'eau.
- Sur le Woigot à l'amont du plan d'eau, une visite annuelle pédestre de l'ensemble du linéaire sera menée pour contrôler l'état des boisements des berges et prévenir la formation d'encombres.

L'ensemble du barrage créé (1100 mètres) sera dépourvu de végétation arbustive ou arborée.

Article 28 : Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 29 : Servitude de passage

Pendant les travaux, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 30 : Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 31 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 32 : Changement de bénéficiaire de l'autorisation :

Lorsque le bénéfice de l'autorisation ou de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation ou au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité, conformément à l'article R. 214-45 du code de l'environnement.

Article 33 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux au minimum 1 mois avant les dates prévues.

Article 34 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 35 : Durée de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

La présente déclaration d'intérêt général est accordée pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

La présente autorisation est accordée à titre permanent. Elle sera périmée si les travaux n'ont pas débutés dans les 2 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 36 : Condition de renouvellement

La déclaration d'intérêt général pourra être renouvelée une seule fois, pour une durée de 5 ans, si le Syndicat du contrat de rivière Woigot présente une demande de renouvellement au moins 6 mois avant l'expiration du présent arrêté.

Article 37 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 38 : Événements importants pour la sûreté hydraulique

Le gestionnaire déclarera tout événement important pour la sûreté hydraulique conformément aux dispositions de l'arrêté du 21 mai 2010.

Article 39 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 40 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 41 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 42 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de Briey et Mance.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies de Briey et de Mance, pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de Briey.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 43 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 44 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, les maires des communes de Briey et de Mance, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'Onema, le directeur de la DREAL Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans les mairies de Briey et Mance.

Une copie de cet acte sera transmise pour information au directeur de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, au Président de la fédération de pêche de Meurthe-et-Moselle, au propriétaire du moulin du Dolhain.

Nancy, le 12 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° 54-2010-00143 du 28 septembre 2011 autorisant la Communauté de Communes du Bassin de Pompey à rejeter les eaux pluviales et eaux usées traitées de la zone artisanale sur la commune de Saizerais, au titre du code de l'environnement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 214-1 à 11, R. 214-1 à 214-56 (nomenclature et procédure) ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R 11-4 à R 11-14 ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 modifiée par la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçu le 07/10/2010, présenté par la communauté de communes du Bassin de Pompey, enregistré sous le n° 54-2010-00143 et relatif à la gestion des eaux pluviales ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mai 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation des travaux précités ;

VU les pièces constatant que les enquêtes ont été menées en mairie de Saizerais ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 14 juin 2011 au 01 juillet 2011 ;

VU l'avis favorable, le 03 juillet 2011, du commissaire enquêteur ;

VU le rapport du directeur départemental des territoires du 29 juillet 2011 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 08 septembre 2011 ;

VU l'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 9 septembre 2011 ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a répondu, par courrier électronique du 26 septembre 2011, qu'il n'avait pas d'observations à formuler sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : objet

La Communauté de Communes du Bassin de Pompey est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent arrêté, les installations, ouvrages, travaux et activités prévus dans le cadre du dossier présenté pour l'aménagement de la zone artisanale de Saizerais.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à la gestion, au traitement et au rejet des eaux usées et pluviales issues de la zone artisanale à Saizerais.

La création de plans d'eau permanents ou non est également pris en compte.

La présente autorisation est uniquement délivrée au titre de la police de l'eau.

Article 2 : rubriques concernées par les ouvrages et travaux

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration

Article 3 : situation des ouvrages et travaux

Les travaux seront réalisés sur la commune de Saizerais.

Article 4 : caractéristiques des ouvrages de travaux

La gestion des eaux usées et la gestion des eaux pluviales sur la zone artisanale de Saizerais seront réalisées conformément au projet déposé et soumis à enquête publique.

Les ouvrages liés à l'aménagement de la zone artisanale consistent en :

1 – Réseau de collecte :

Il sera de type séparatif à l'intérieur de la zone artisanale.

Il n'est prévu aucun raccordement d'eaux usées autres que domestiques sur cet ouvrage.

Les sous-produits issus de l'entretien du réseau de collecte (refus de dégrillage, sables graisse, hydrocarbures) seront éliminés selon une filière réglementaire et adaptée.

2 – Traitement des eaux usées :

Il consiste à mettre en place des bassins d'infiltration plantés de roseaux à deux étages équipés d'appareils de contrôle de débits avec rejet des eaux traitées dans un bassin d'infiltration commun avec celui des eaux pluviales.

L'ouvrage d'épuration sera situé dans l'emprise de la zone artisanale au Nord de cette dernière.

2.1 : débit et charge de référence :

Capacité de l'ouvrage : 20 kg/j de DBO5, soit 500 équivalent habitants

Débit de référence : 62 m3/j (eaux usées strictes)

2.2 : filière de traitement :

La filière retenue consiste en un lit filtres plantés de roseaux à deux étages à écoulement vertical comprenant les ouvrages suivants :

- un canal de comptage
- un panier dégrilleur
- dispositif d'alimentation du premier étage par refoulement avec 3 pompes (200 m3/h) permettant d'alimenter chaque filtre
- premier étage de filtres composé de 3 filtres de 200 m2 chacun acceptant une lame d'eau de 2.8 cm
- un second poste de refoulement équipé de 2 pompes de 200 m3/h permettant d'alimenter le second étage
- un second étage de filtres composé de 2 filtres de 188 m2 acceptant une lame d'eau de 3 cm
- les drains récupérant les eaux traitées seront prolongés par des conduites pleines munies d'un chapeau de ventilation. Cette partie devra pouvoir être aménagée pour le prélèvement d'échantillons.

Les eaux usées traitées sont alors dirigées vers un bassin d'infiltration commun avec les eaux pluviales d'une superficie de 700 m² pour un volume de 1500 m3.

2.3 : objectif de traitement :

Nom de la masse d'eau associée : Calcaires du Dogger des côtes de Moselle

L'ouvrage devra répondre aux objectifs de traitement suivants :

Paramètre	Rendement minimal	Concentration maximale
DBO5	90%	33 mg/l
DCO	85%	133 mg/l
MES	90%	40 mg/l
NTK	45%	49 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration ou en rendement sur un échantillon moyen de 24 heures hors conditions dites inhabituelles (voir article 15 de l'arrêté du 22 juin 2007).

2.4 : destination des boues

La destination des boues devra être portée à la connaissance du service police de l'eau au minimum un an avant les premières extractions.

En cas de valorisation agricole des boues, un dossier devra être présenté au plus tard dans l'année précédent les premiers épandages.

3 – Gestion des eaux pluviales :

La zone artisanale intercepte un bassin versant extérieur de 9,7 ha dont les eaux ruisselées naturelles seront infiltrées directement au moyen d'un fossé de ceinture de 375 mètres.

Ce fossé, dimensionné pour une pluie de retour 10 ans, sera réalisé avant la création du lotissement.

Dans la zone artisanale et pour chaque lot, il sera demandé une rétention à la parcelle pour les eaux de toitures et les espaces verts.

Les eaux ruisselées à l'intérieur de la ZA, d'une superficie de 10,1 ha, seront collectées par le réseau d'eau pluviale et traitées par un bassin de rétention de 900 m3 dont un volume mort de 30 cm. Ce traitement est dimensionné pour une pluie de retour 2 ans.

Les eaux pluviales traitées rejoindront le bassin de rétention et d'infiltration de 1500 m³ commun avec les eaux usées traitées. Cet ouvrage permettra de stocker et d'infiltrer des eaux d'événements pluvieux de période retour de 10 ans.

4 – Plans d'eau :

Les 2 bassins de rétention font respectivement 480 m² et 700 m² soit un total de 1180 m².

Article 5 : mesures de sauvegarde

Conformément au dossier présenté, les différents ouvrages seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire et tenu en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police des eaux et de la pêche.

Article 6 : prescriptions générales

6.1 – prescription pour les ouvrages de gestion des eaux pluviales et usées

Un cahier d'entretien sera tenu à jour par le pétitionnaire et sera mis à la disposition du service de police de l'eau et des milieux aquatiques à la demande de ce dernier.

6.2 – prescriptions spécifiques au système d'assainissement :

L'autosurveillance de l'ouvrage d'épuration

Elle portera sur les paramètres suivants (échantillon moyen) :

Paramètre	Fréquence
Débit	1/an
pH	1/an
DBO5	1/an
DCO	1/an
MES	1/an
NTK	1/an
NGL	1/an
Pt	1/an

L'exigence de surveillance des paramètres NGL et Pt prévue à l'article 19-I de l'arrêté du 22 juin 2007, résulte de la possibilité d'application de l'article 5.4 de la directive du 21 mai 1991 susvisée; elle n'implique pas obligatoirement la mise en place d'un traitement particulier de ces substances qui reste à l'appréciation du préfet.

L'ensemble des résultats de cette auto surveillance doit être communiqué sous format SANDRE à la police de l'eau à la fin de chaque d'année civile (ou à la fin de la fréquence si celle-ci est supérieure à un an).

* Le manuel d'autosurveillance :

Conformément à l'article 17 de l'arrêté du 22 juin 2007, et à compter du 1er janvier 2013, le pétitionnaire devra réaliser un manuel d'auto surveillance rédigé par l'exploitant et validé par le service police de l'eau.

Ce manuel décrit l'organisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et du milieu récepteur. Il décrit notamment la localisation des points de surveillance et les analyses à réaliser.

* Le bilan annuel :

Une synthèse annuelle du fonctionnement du système d'assainissement (réseau de collecte et ouvrage d'épuration) doit être transmis à la police de l'eau pour le 1er mars de chaque année.

Il devra comprendre tous les éléments de suivi réalisés au cours de l'année, les opérations d'entretien, ainsi que la destination des différents sous-produits.

* L'entretien des ouvrages de traitement :

L'article 4 de l'arrêté du 22 juin 2007 indique les éléments à fournir au service police de l'eau un mois avant la période d'entretien.

Outre l'indication des réparations prévisibles et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement, le dossier doit également comporter les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur les eaux réceptrices.

Le service police de l'eau a alors 15 jours pour valider la méthodologie proposée ou pour émettre des prescriptions sur cette proposition.

Un compte-rendu devra être alors intégré dans le bilan à produire annuellement au service police de l'eau.

Article 7 : prescriptions spécifiques

Conformément aux préconisations de l'hydrogéologue agréé, les prescriptions suivantes seront à mettre en place :

7-1 prescriptions en phase travaux

Pendant les travaux de viabilisation et les travaux de construction, une procédure de sensibilisation sera mise en place auprès des entreprises concernant les risques de pollution accidentelle de la nappe aquifère et de permettre une intervention rapide le cas échéant.

Cette sensibilisation sera intégrée dans le cahier des charges (CCTP) relatif à la zone artisanale, dans la charte de chantier propre, ainsi que dans les documents remis à l'entreprise.

7.2- protection vis à vis des produits polluants

Dans les futures constructions et installations, les cuves de stockage de produits polluants devront être de type « double enveloppe » ou dotées de bassins de rétention de volume adapté.

Article 8 : contrôle des ouvrages

A toute époque, le pétitionnaire est tenu de donner aux agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques accès à ces ouvrages afin de permettre tout contrôle inopiné.

Article 9 : mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 10 : réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 12 : clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Article 13 : modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 14 : recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Article 15 : publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de :

Saizerais

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise, sera affiché en mairie de Saizerais pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'en mairie de Saizerais.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 16 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la communauté de communes du Bassin de Pompey,

Une copie sera transmise pour information au directeur interdépartemental du service de la navigation du nord est, à l'agence régionale de santé de Lorraine, au chef du service départemental de l'O.N.E.M.A de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° 54-2010-00194 du 28 septembre 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant le programme d'aménagement du ruisseau de l'Heymonrupt- commune de Martincourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 14/09/2010, présenté par Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de Meurthe-et-Moselle représentée par Monsieur le Président, enregistré sous le n° 54-2010-00194 et relatif à PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE L'HEYMONRUPT ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 15/06/2011 au 01/07/2011 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 16 août 2011 ;

VU l'avis de l'ONEMA

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

VU l'absence d'avis des communes de LIRONVILLE ; MAMEY et MARTINCOURT

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 22/08/2011 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle en date du 08/09/2011 ;

VU l'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 9 septembre 2011 ;

Que le pétitionnaire, par courrier électronique du 20 septembre 2011, a répondu qu'il n'avait pas d'observations à formuler sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

CONSIDERANT

- Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau

- Que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente que s'ils sont entrepris sur l'ensemble du vallon de l'Heymonrupt occupé par des prairies, situé principalement sur la commune de LIRONVILLE et aussi sur les communes de MAMEY et MARTINCOURT ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE**Titre 1 - OBJET DE L'AUTORISATION****Article 1er** : Objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de Meurthe-et-Moselle représentée par Monsieur le Président, est autorisée, en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE L'HEYMONRUPT sur les communes de LIRONVILLE, MAMEY et MARTINCOURT.

La rubrique définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Le ruisseau de l'Heymonrupt a été découpé en six tronçons (cf. carte jointe en annexe) avec des objectifs de restauration qui diffèrent en fonction de la nature et de l'ampleur des perturbations caractérisant chacun d'eux.

La restauration du ruisseau de l'Heymonrupt comprend :

- le retalutage des berges piétinées par le bétail sur les tronçons 1 et 3; les matériaux déposés au fond du lit mineur suite à l'effondrement des berges seront réutilisés pour reformer les hauts de berges
- le traitement de la végétation sur les tronçons 4 et 5 par élagage et coupe d'arbres et arbustes lorsque ces derniers sont implantés de façon trop dense et par taille ou recépage de la ripisylve vieillissante;
- la revégétalisation des berges sur les tronçons 3 et 6, les plantations seront protégées par des clôtures et des manchons ;
- les dispositifs de diversification du lit mineur sur l'ensemble des tronçons par des épis (ou déflecteurs) en bois ou en blocs de roche et par des seuils en pieux jointifs ou en blocs de roche.
- les aménagements liés au bétail par pose de clôtures, d'abreuvoirs (pompes à nez ou aménagements d'abreuvoirs en bordure du lit mineur) et la consolidation de passerelles ;
- la reprise d'un ouvrage transversal à la limite des tronçons 3 et 4 ;
- les aménagements piscicoles
 - sur l'ensemble des tronçons à l'exception du tronçon 3 par la mise en place de blocs épars pour diversifier les écoulements, les habitats disponibles pour les truites (abris, chasse à l'affût) et pour les insectes aquatiques ;
 - sur les tronçons 1, 3 et 6 par la mise en place d'abris sous-berges
 - la recharge des zones potentielles de frai avec des granulats en épaisseur suffisante et dont la granulométrie correspond aux exigences écologiques de la Truite fario, sur les zones potentielles et favorables à la reproduction

L'entretien de la végétation sera réalisé par les bénévoles de l'AAPPMA «La Vallée de l'Esch» sur les tronçons 4 et 5. Sur les autres tronçons, laissés à une colonisation naturelle, un entretien pourra être envisagé dans le cas où la végétation prendrait des proportions trop importantes de part et d'autre du ruisseau.

Titre 2 - PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les vidanges des engins mis en œuvre sur le chantier, le remplissage de réserves d'hydrocarbures ou de produits polluants, stockage de bidons d'huile et carburants, le nettoyage éventuel des engins devront être réalisés hors des périmètres de protection rapprochée de la source de Martincourt et de la source « rivière souterraine » gérées par le SIE du TREY ST JEAN. Les périmètres arrêtés par une DUP et le projet de périmètres déterminé par un rapport d'un hydrogéologue sont annexés au présent arrêté.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, hors zone inondable.

Les clôtures, mises en place par le pétitionnaire pour protéger les berges et le cours d'eau du piétinement du bétail, seront positionnées à au moins 0,60m du bord supérieur de la berge du cours d'eau.

Les abreuvoirs, mis en place par le pétitionnaire, seront soit un dispositif dit « pompe à nez », soit un aménagement d'une rampe permettant au bétail d'accéder à l'eau sans piétiner le lit du cours d'eau

Aucun abreuvoir ne sera autorisé dans un rayon de 50m autour des captages situés au hameau Saint Jean, commune de MARTINCOURT, comme indiqué dans la carte annexée au présent arrêté

Les matériaux issus du curage seront réemployés et ne seront pas étalés sur les parcelles riveraines.

En cas d'incident ou d'accident entraînant une pollution, le pétitionnaire doit prévenir immédiatement l'Agence Régionale de Santé - délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle, cellule milieux extérieurs -Tel : 03 83 39 79 79, le syndicat intercommunal des eaux du Trey-Saint-Jean -Tel : 03 83 81 95 19 et la préfecture de Meurthe-et-Moselle – Tel : 03 83 34 26 26

Les travaux sont situés dans le site Natura 2000 de la vallée de l'Esch. Afin de s'assurer que les travaux n'ont pas d'impact sur les espèces présentes de faunes et flore, le pétitionnaire devra se rapprocher du PNRL pour identifier les zones sensibles inventoriées dans le projet du Document d'Objectif basé sur les inventaires de 2010

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Article 4 : Mesures correctives et compensatoires

Les mesures correctives suivantes sont proposées au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux ; les travaux seront donc réalisés entre juillet à mi-avril.
- Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique, hors période de frai ; les travaux seront donc réalisés de entre juin et février.
- Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension.
- Le libre écoulement des eaux sera maintenu pendant toute la période des travaux. Les travaux seront arrêtés si le débit devenait trop important afin d'éviter tout risque de désordre sur le cours d'eau.
- Une attention toute particulière sera portée aux éventuels rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier.

Article 5 : Moyens de surveillance et de contrôle

Les profils en travers en amont et en aval immédiat de 20% des épis réalisés seront mesurés à chaque printemps pendant 5 ans.

Les épis sur l'ensemble du tronçon aménagé seront suivis chaque printemps pendant 5 ans au moyen d'un reportage photographique.

Des pêches électriques et des IBGN seront effectués après travaux aux mêmes endroits que ceux qui ont permis d'établir l'état « zéro ». Ces mesures permettront d'évaluer l'impact écologique apporté par ce programme de restauration et d'entretien. Au moins deux campagnes de mesures seront effectuées, réparties sur une période de 5 ans.

Article 6 : Mesures de sauvegardes

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

Article 7 : Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Titre 3 - DISPOSITIONS GENERALES

Article 8 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 9 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux.

Article 10 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée jusqu'au 01/09/2016.

Article 11 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 12 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 13 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Pendant les travaux, les riverains devront laisser le passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux engins, aux agents et surveillants chargés des travaux

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le pétitionnaire.

Article 14 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 15 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations

Article 16 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de : LIRONVILLE, MAMEY et MARTINCOURT

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies de LIRONVILLE, MAMEY et MARTINCOURT pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de MARTINCOURT.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 17 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 18 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- Les maires des communes de LIRONVILLE, MAMEY et MARTINCOURT,
- Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- Le chef du service départemental de l'ONEMA,
- Le commandant du Groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée

Nancy, le 28 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Annexes : Carte des tronçons - Carte des périmètres de protection d'eau potable consultables au bureau des procédures environnementales à la préfecture.

Arrêté n° 54-2010-00201 du 10 octobre 2011 portant complément à l'arrêté préfectoral du 26 juin 2002 autorisant l'aménagement de la RN 59 à 2x2 voies pour la section Saint-Clément/Azerailles, au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatif à la modification du secteur sept chevaux - Commune d'Azerailles

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
 VU le décret 2006-305 du 16 mars 2006 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement qui transfère la maîtrise d'ouvrage du réseau routier national des Directions Départementales de l'Équipement aux Directions Régionales de l'Équipement à compter du 01/01/2007 ;
 VU le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement qui dans chaque région fusionne la direction régionale de l'équipement, de la direction régionale de l'environnement et de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, à l'exclusion de ses missions de développement industriel et de métrologie ;
 VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 2002 portant autorisation au titre de la loi sur l'eau et relatif à l'aménagement de la RN 59 à 2X2 voies pour la section Saint-Clément / Azerailles et modifié par arrêté du 10 mars 2009 ;
 VU le dossier de demande d'arrêté complémentaire d'autorisation, complet et régulier, déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, reçu le 21/07/2010 ; ce dossier a été déposé par Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, représentée par son Directeur, et enregistré sous le n° 54-2010-00201 ; il est relatif à l'aménagement d'un cours d'eau et d'une zone humide au niveau d'un échangeur au lieu-dit « sept chevaux », commune d'AZERAILLES ;
 VU le compte rendu de la réunion du 16 décembre 2009 entre les représentants de la commune d'AZERAILLES, la DDEA de Meurthe-et-Moselle, la DIR Est pour faire le point sur les procédures administratives pour régulariser vis à vis du code de l'environnement,
 VU l'avis de l'Office National des Eaux et des Milieux Aquatiques du 9 février 2011 ;
 VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 22 août 2011 ;
 VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle en date du 08/09/2011 ;
 VU l'avis favorable du pétitionnaire sur le projet d'arrêté, émis par courrier électronique en date du 26 septembre 2011 ;
 CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
 CONSIDERANT que, suite à la réorganisation des services routiers de l'état, le pétitionnaire n'est plus la DDE de Meurthe-et-Moselle mais la DREAL de Lorraine ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Modification du pétitionnaire

Le pétitionnaire n'est plus la Direction Départementale de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle mais la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine

Article 2 : Modification de l'Article 1 « OBJET DE L'AUTORISATION »

L'article 1 « Objet de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral du 26/06/2002 susvisé est complété par :

En regard des rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, les travaux de modification d'un cours d'eau et d'une zone humide au niveau d'un échangeur au lieu-dit « sept chevaux », commune d'AZERAILLES sont éligibles aux rubriques suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Déclaration

Article 3 : Modification de l'Article 2 « CONDITIONS DE L'AUTORISATION »

Le paragraphe 2.1 « Description de l'aménagement » de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26/06/2002 susvisé est complété comme suit :

Le lit du cours d'eau, dans le secteur de l'échangeur, commune d'Azerailles, lieu-dit « Sept Chevaux » sera modifié pour recréer un lit mineur et lui redonner un profil plus naturel. Les berges seront reprises, notamment la rive droite dont la pente sera adoucie, et une ripisylve sera implantée (plans en annexe 1).

Le paragraphe 2.2 « Impacts » de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26/06/2002 susvisé est complété comme suit :

Pour compenser le préjudice environnemental provoqué par le remblaiement d'une zone humide située au sud de l'échangeur, il est prévu d'aménager une nouvelle zone humide avec une mare alimentée par une source pérenne découverte lors des travaux de terrassement de l'échangeur. Cette nouvelle zone humide permettra le développement de végétation typique de zone humide et de la faune aquatique afférentes (plan ci-joint). (plan en annexe 2).

Article 4 : Modification de l'Article 3 « REALISATION DES TRAVAUX »

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 26/06/2002 susvisé est modifié comme suit :

Le mot rivières dans le paragraphe 3.4 « Préservation du milieu aquatique » de l'article 3 susvisé est remplacé par le mot « cours d'eau »

Le paragraphe 3.4 « Préservation du milieu aquatique » de l'article 3 susvisé est complété par :

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante et seront situés en dehors de la zone inondable.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en oeuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs débourbeurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

Un paragraphe 3.5 « récolement » est ajouté à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 26/06/2002 susvisé :

3.5 - Récolement :

Les travaux seront récolement par le pétitionnaire et transmis au service police de l'eau.

Article 5 : Autres dispositions

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2002 susvisé restent inchangées.

Article 6 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes du présent arrêté sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera transmise pour information au conseil municipal de la commune d'AZERAILLES.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie d'AZERAILLES, pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande de modification de l'arrêté d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune d'AZERAILLES.

Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 10 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'ONEMA, le commandant du Groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie d'AZERAILLES.

Nancy, le 10 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Annexe 1. : Plan de situation

Plan « Vue en plan du tracé du ruisseau »

4 profils en travers du ruisseau

*Annexe 2. : Plan « Echangeur d'Azerailles – plan de la mare et de la zone humide »
consultables au bureau des procédures environnementales à la préfecture.*

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-083 en date du 30 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de l'autoroute A31, sens 1, entre les PR 253+000 et 258+200

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 12/09/2011 présenté par le district de Metz ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 26/09/2011 ;

VU l'avis de la commune de Maxéville en date du 20/09/2011 ;

VU l'avis de la commune de Champigneulle en date du 17/09/2011 ;

VU l'avis de la commune de Pompey en date du 22/09/2011 ;

VU l'avis de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 30/09/2011 ;

VU l'information de la commune de Frouard en date du 12/09/2011 ;

VU l'information de la commune de Bouxières-aux-Dames en date du 12/09/2011 ;

VU l'information de la commune de Custines en date du 12/09/2011 ;

VU l'information de la communauté de communes du Bassin de Pompey en date du 12/09/2011 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 23/09/2011 ;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Metz en date du 15/09/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPERES (PR)	PR 253+000 à 258+200	
SENS	3 . BEAUNE-LUXEMBOURG et LUXEMBOURG-BEAUNE	
SECTION	Courante	
NATURE DES TRAVAUX	- fraisage à -6 cm et mise en œuvre de 6 cm de BBSG	
PERIODE GLOBALE	3 semaines du du 4 au 20 octobre 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- basculement total sens 1 sur sens 2 (2+1 et 0) - fermeture de bretelles d'entrée et sortie avec déviation	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de METZ	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Champigneulles

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Nuits des 4,5,11,13,14 octobre 2011 21h00/6h00	250+200 à 256+100 Sens 1 BEAUNE / LUXEMBOURG	Basculement sens 1 sur sens 2 ITPC aux PR:251+400 et 256+100 Fermeture des des bretelles d'entrée : N°20 Nancy-centre et N°21Nancy-nord	Circulation sur 1 voie pour le sens 1 basculé avec limitation dégressive à 90km/h à 70km/h et 50km/h aux droit des basculements. Dans le sens 2: interdiction de doubler pour les PL Déviation pour les usagers en provenance de Nancy- centre:traversée commune de Maxéville, RD30 et reprise de l'A31 à l'échangeur N°19 Laxou. Déviation pour les usagers en provenance de Nancy- nord: RD657, traversée de Champigneulle et reprise de l'A31à l'échangeur N°22 Frouard.
2	Nuits des 6,7,12,18,19,20 octobre 2011 21h00/6h00	253+600 à 258+500 Sens 1 BEAUNE / LUXEMBOURG	Basculement sens 1 sur sens 2 ITPC aux PR:255+000 et 258+400 Fermeture des bretelles d'entrée N°22 Frouard et N°23 Bouxières- aux-Dames Fermeture des bretelles de sortie N°22 Frouard et N°23 Bouxières	Circulation sur 1 voie pour le sens 1 basculé avec limitation à dégressive à 90km/h à 70km/h et 50km/h aux droit des basculements; Dans le sens 2 interdiction de doubler pour les PL. Déviation pour les usagers en provenance de Frouard: RD 657, traversée de Frouard, Pompey, RD90, traversée de la Zone Pompey-Eiffel, RD 40E et retour sur l'A31 par l'échangeur de Custines N°24. Déviation pour les usagers en provenance de Bouxières; direction A31 Nancy,sortie N°22 Frouard,RD657,traversée de Frouard, Pompey, RD90, traversée dela Zone Pompey-Eiffel, RD40E et retour sur l'A31 par l'échangeur N°24 Custines. Déviation pour les usagers en provenance de l'A31 en direction des sorties Frouard ou Bouxières : A31 et sortie à l'échangeur de Custines N°24, retour sur l'A31 et sortie Frouard ou Bouxières.
3	Journées du 5 au 20 octobre 2011	253+000 au 258+200 Sens 1 BEAUNE/ LUXEMBOURG	Circulation sur chaussée fraisée. Signalisation horizontale provisoire	Vitesse limitée à 70km/h pour tous les véhicules.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Maxéville, Champigneulle, Frouard, Pompey, Bouxières-aux-Dames et Custines ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de Maxéville, Champigneulle, Frouard, Pompey, Bouxières-aux-Dames et Custines.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société EUROVIA LORRAINE,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 30 septembre 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-084 en date du 30 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement (purgés) de l'autoroute A33, sens Strasbourg – Nancy, entre les PR 26+500 et 22+500

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 26/09/2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 22/09/2011 ;

VU l'avis de la commune de Dombasle-sur-Meuse en date du 26/09/2011 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 30/09/2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 26/09/2011 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
POINTS REPÈRES (PR)	SENS MOINS : PR 26,500 à PR 22,500	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Couche de roulement purges	
PERIODE GLOBALE	3 au 5 octobre 2011 de nuit 21h à 6h	
SYSTEME D'EXPLOITATION	<p>1ère phase neutralisation de la voie lente dans le sens Strasbourg/Nancy neutralisation de la voie rapide dans le sens Nancy/Strasbourg basculement de la circulation du sens Strasbourg/Nancy/ VL + VR sur la voie rapide du sens Nancy/Strasbourg suivant les ITPC existants 27,090 et 23,820</p> <p>2ème phase neutralisation de la voie lente dans le sens Strasbourg/Nancy neutralisation de la voie rapide dans le sens Nancy/Strasbourg basculement de la circulation du sens Strasbourg/Nancy/ VL + VR sur la voie rapide du sens Nancy/Strasbourg suivant les ITPC existants 25,950 et 22,420</p>	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	1ère phase 03 octobre au 04 octobre 2011 de nuit 21h à 6h	AK5 RN 4 PR 28,450 sens - neutralisation voie de droite AK 5 A33 PR21,100 sens + neutralisation voie de gauche basculement du sens – Strasbourg -Nancy sur le sens Nancy-Strasbourg par les ITPC des PR 27,090 et 23,820	Renouvellement couche de roulement	<p>- itinéraire de Déviation</p> <p>1ère phase</p> <p>Echangeur Lunéville-château</p> <p>bretelle Lunéville /Dombasle</p> <p>les usagers sont invités à rester en section courante de l'A33 direction Nancy jusqu'à l'échangeur de St Nicolas N°4, Bretelle Lunéville /St Nicolas,RD 71, bretelle St Nicolas/Lunéville et section courante A33 direction Strasbourg ou les usagers retrouveront la signalisation permanente pour l'accès Dombasle et les sables</p> <p>bretelle Lunéville/Nancy</p> <p>les usagers sont invités à rester en section courante de la RD 400 en faisant demi tour au niveau de l'échangeur Lunéville-Château (carrefour à îlots) direction Dombasle, avenue des Vosges RD 116 route de Rosières et bretelle Dombasle/Nancy A33 direction Nancy</p> <p>Echangeur des sables</p> <p>Bretelle Lunéville/les sables</p> <p>les usagers sont invités à rester en section courante de l'A33 direction Nancy jusqu'à l'échangeur de St Nicolas N°4, Bretelle Lunéville /St Nicolas,RD 71, bretelle St Nicolas/Lunéville et section courante A33 direction Strasbourg ou les usagers retrouveront la signalisation permanente pour l'accès Dombasle et les sables</p> <p>Bretelle les sables/Nancy</p> <p>les usagers sont invités à prendre l'avenue des Vosges RD 116 route de Rosières et bretelle Dombasle/Nancy A33 direction Nancy</p>
	2ème phase 04 octobre au 05 octobre 2011 de nuit 21h à 6h	AK5 RN 4 PR 28,450 sens - neutralisation voie de droite AK 5 A 33 PR 21,100 sens + neutralisation voie de gauche basculement du sens Strasbourg-		<p>2ème phase</p> <p>Echangeur des sables</p> <p>Bretelles Lunéville/les sables</p> <p>les usagers sont invités à rester en section courante de l'A33 direction Nancy jusqu'à l'échangeur de St Nicolas N°4, Bretelle Lunéville /St Nicolas,RD 71, bretelle St Nicolas/Lunéville et section courante A33 direction Strasbourg ou les usagers retrouveront la signalisation permanente pour l'accès Dombasle et les sables</p> <p>Bretelles les sables/Nancy</p> <p>les usagers sont invités à prendre l'avenue des Vosges RD 400 direction Lunéville bretelle Dombasle/Nancy de l'échangeur de Lunéville Château A33 direction Nancy</p> <p>Diffuseur de Dombasle</p> <p>Bretelle Dombasle /Nancy</p>

		Nancy sur le sens Nancy-Strasbourg par les ITPC des PR 25,950 et 22,420		les usagers sont invités à prendre l'avenue des Vosges RD 400 direction Lunéville bretelle Dombasle/Nancy de l'échangeur de Lunéville Château A33 direction Nancy
--	--	--	--	---

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Rosières-aux-Salines, Dombasle-sur-Meurthe et Hudiviller ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU). La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de Rosières-aux-Salines, Dombasle-sur-Meurthe et Hudiviller.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG Est,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 30 septembre 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-085 en date du 3 octobre 2011 annule et remplace l'arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-083 du 30 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de l'autoroute A31, sens 1, entre les PR 253+000 et 258+200

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

- VU le code de la voirie routière ;
- VU le code de la route ;
- VU le code de justice administrative ;
- VU le code pénal ;
- VU le code de procédure pénale ;
- VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
- VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
- VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.
- VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
- VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
- VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
- VU le dossier d'exploitation en date du 12/09/2011 présenté par le district de Metz ;
- VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 26/09/2011 ;
- VU l'avis de la commune de Maxéville en date du 20/09/2011 ;
- VU l'avis de la commune de Champigneulle en date du 17/09/2011 ;
- VU l'avis de la commune de Pompey en date du 22/09/2011 ;
- VU l'avis de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 30/09/2011 ;
- VU l'information de la commune de Frouard en date du 12/09/2011 ;

VU l'information de la commune de Bouxières-aux-Dames en date du 12/09/2011 ;
 VU l'information de la commune de Custines en date du 12/09/2011 ;
 VU l'information de la communauté de communes du Bassin de Pompey en date du 12/09/2011 ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 23/09/2011 ;
 VU l'information du CRICR ;
 VU l'avis du district de Metz en date du 15/09/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPERES (PR)	PR 253+000 à 258+200	
SENS	3 . BEAUNE-LUXEMBOURG et LUXEMBOURG-BEAUNE	
SECTION	Courante	
NATURE DES TRAVAUX	- fraisage à -6 cm et mise en œuvre de 6 cm de BBSG	
PERIODE GLOBALE	3 semaines du du 4 au 20 octobre 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- basculement total sens 1 sur sens 2 (2+1 et 0) - fermeture de bretelles d'entrée et sortie avec déviation	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de METZ	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Champigneulle

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Nuits des 4,5,11,13,14 octobre 2011 21h00/6h00	250+200 à 256+100 Sens 1 BEAUNE / LUXEMBOURG	Basculement sens 1 sur sens 2 ITPC aux PR:251+400 et 256+100 Fermeture des bretelles d'entrée : N°20 Nancy-centre et N°21 Nancy-nord	Circulation sur une voie pour le sens 1 basculé avec limitation dégressive à 90km/h à 70km/h et 50km/h aux droit des basculements. Dans le sens 2: interdiction de doubler pour les PL. Sur la totalité de la section du sens 2 supportant le double sens de circulation, limitation de la vitesse à 70Km/h pour tous les usagers dans les deux sens de circulation Déviation pour les usagers en provenance de Nancy-centre: traversée commune de Maxéville, RD30 et reprise de l'A31 à l'échangeur N°19 Laxou. Déviation pour les usagers en provenance de Nancy-nord: RD657, traversée de Champigneulle et reprise de l'A31 à l'échangeur N°22 Frouard.
2	Nuits des 6, 7,12,18,19,20 octobre 2011 21h00/6h00	253+600 à 258+500 Sens 1 BEAUNE / LUXEMBOURG	Basculement sens 1 sur sens 2 ITPC aux PR:255+000 et 258+400 Fermeture des bretelles d'entrée N°22 Frouard et N°23 Bouxières- aux-Dames Fermeture des bretelles de sortie N°22 Frouard et N°23 Bouxières	Circulation sur 1 voie pour le sens 1 basculé avec limitation à dégressive à 90km/h à 70km/h et 50km/h aux droit des basculements; Dans le sens 2 interdiction de doubler pour les PL. Sur la totalité de la section du sens 2 supportant le double sens de circulation, limitation de la vitesse à 70km/h pour tous les usagers dans les deux sens de circulation. Déviation pour les usagers en provenance de Frouard: RD 657, traversée de Frouard, Pompey, RD90, traversée de la Zone Pompey-Eiffel, RD 40E et retour sur l'A31 par l'échangeur de Custines N°24. Déviation pour les usagers en provenance de Bouxières; direction A31 Nancy, sortie N°22 Frouard, RD657, traversée de Frouard, Pompey, RD90, traversée de la Zone Pompey-Eiffel, RD40E et retour sur l'A31 par l'échangeur N°24 Custines. Déviation pour les usagers en provenance de l'A31 en direction des sorties Frouard ou Bouxières: A31 et sortie à l'échangeur de Custines N°24, retour sur l'A31 et sortie Frouard ou Bouxières.
3	Journées du 5 au 20 octobre 2011	253+000 au 258+200 Sens 1 BEAUNE/ LUXEMBOURG	Circulation sur chaussée fraisée. Signalisation horizontale provisoire	Vitesse limitée à 70km/h pour tous les véhicules.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Maxéville, Champigneulle, Frouard, Pompey, Bouxières-aux-Dames et Custines ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de Maxéville, Champigneulle, Frouard, Pompey, Bouxières-aux-Dames et Custines.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société EUROVIA LORRAINE,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 3 octobre 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-086 en date du 4 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement (purgés) de l'autoroute A330, sens 2 Epinal - Nancy, entre les PR 5,600 et 4,700

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 29/09/2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 29/09/2011 ;

VU l'avis de la commune de Ludres en date du 28/09/2011 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 02/10/2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 29/09/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 330	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	PR 5,600 au PR 4,700 sens 2 Epinal-Nancy	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement couche de roulement PURGES	
PERIODE GLOBALE	05 octobre au 06 octobre 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure de l'A330 et fermeture de la bretelle Richardménéil-Nancy du diffuseur de Richardménéil	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	05 octobre 2011 au 06 octobre 2011 de nuit de 20h30 à 7h00	Panneau coupure A330 au PR 7,900	Coupure A330 sens2 au niveau du PR 5,850 en amont de la bretelle Epinal - Ludres	Itinéraire de déviation fermeture de la bretelle Richardménéil - Nancy du diffuseur de Richardménéil Les usagers sont invités à prendre la RD570 direction Ludres rond point de l'UGC ,Rue Pasteur direction le dynapôle et bretelle Ludres Nancy A330 direction Nancy

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Ludres ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Ludres.
- Une ampliation sera adressée pour information à :
- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG Est,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 4 octobre 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-087 en date du 7 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de fourniture, mise en œuvre et mise en service du panneau à messages variables n° 2-1 sur l'autoroute A31, sens Nancy-Metz, PR 272+700

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

- VU le code de la voirie routière ;
- VU le code de la route ;
- VU le code de justice administrative ;
- VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 29/09/2011 présenté par la DIR Est SESYR/BED ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 02/10/2011 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 03/10/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE.	A 31	
POINTS REPÈRES PR.	PR 272,700 SENS : Nancy -> Metz	
SECTION	courante	
NATURE DES TRAVAUX	Confection de massifs servant à la pose de PMV en accotement et TPC	
PERIODE GLOBALE	Du 10/10/11 au 14/10/11	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Réduction à une voie de circulation pour confection du massif béton en TPC	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - du SESYR	MISE EN PLACE PAR : - la SOTRAVEER Pour la partie balisage de nuit

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS n° bretelle	DESCRIPTION DES TRAVAUX	MODE D'EXPLOITATION
1	10, 11 et 12 octobre	272,700 sens 1 Nancy-> Metz	Génie civil réseaux, confection de dalle shelter et confection d'un massif béton en accotement derrière les glissières	
2	Nuit du 12 au 13 octobre	272,700 sens 1 Nancy-> Metz	Approvisionnement des panneaux de signalisation de police en TPC.	À l'aide de FLR neutralisation de la voie rapide conformément au schéma CF 113b. La période d'intervention est comprise entre 20h30 et 6h00.
3	Nuit du 13 au 14 octobre	272,700 sens 1 Nancy-> Metz	Génie civil, confection d'un massif béton en TPC derrière les glissières.	Neutralisation de la voie rapide avec limitation de vitesse à 90 km/h, conformément au schéma CF 114a. Interdiction de doubler pour tous les véhicules. La période d'intervention est comprise entre 20h30 et 6h00.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Loisy ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Loisy.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SES Nouvelle,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 7 octobre 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DIRECTION GENERALE

Arrêté N° 2011-382 en date du 6 octobre 2011 portant délégation de signatures du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code du travail ;

VU le code de la défense ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU la décision n° 2010-01 en date du 1er avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

Article 2 : Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'agence régionale de santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, à Madame Marie-Hélène MAÎTRE, directrice générale adjointe, directrice de la stratégie.

Article 3 : Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

* A Madame Marie-Hélène MAÎTRE, directrice générale adjointe et directrice de la stratégie; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du projet régional de santé (PRS), à l'observation et aux statistiques, à l'évaluation interne, à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la stratégie.

En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice générale adjointe et directrice de la stratégie, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- A Madame le Docteur Arielle Brunner ; chef de projet « plan régional de santé » ; pour l'élaboration du projet régional de santé (PRS) ;
- A Madame Gisèle Huron ; chef du service « démocratie sanitaire » pour la gestion des commissions spécifiques prévues par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) ;
- A Monsieur Yann Kubiak ; chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé » dans son champ d'activité ;
- A Madame Marie Réaux ; responsable du service « communication et documentation » dans son champ d'activité ;
- A Madame le Docteur Annick Dieterling, chef du département « promotion, prévention et éducation à la santé » en matière de développement, promotion de la santé et suivi des politiques de prévention.

* A Madame Claudine BARBASTE, secrétaire générale et directrice des ressources humaines, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents du Secrétariat Général.

En cas d'absence ou d'empêchement de la secrétaire générale et directrice des ressources humaines, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission permanents et spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Monsieur Christian Schaeffer, adjoint à la directrice des ressources humaines et Madame Corinne Jue De Angeli, responsable de la GPEC et de la formation ; pour les questions relatives aux ressources humaines,
- Madame Marie-Reine Schmitt, chef de service des systèmes d'informations internes en matière de gestion informatique,
- Monsieur José Robinot, chef de service des affaires générales, et Madame Catherine Willaume, gestionnaire des achats, pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, la gestion du parc automobile, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait.

* A Monsieur Patrick METTAVANT, directeur des services financiers, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le DGARS et le directeur des services financiers et comptables (DSFC) relatives aux missions traditionnellement exercée par l'ordonnateur et confiées au DSFC.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des services financiers, délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick Chaminadas, adjoint au directeur des services financiers, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence concomitante de Monsieur Patrick Mettavant et de Monsieur Patrick Chaminadas, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur François Lallemand, gestionnaire de payes.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Julie Dimini, comptable.

* A Monsieur Marcel DOSSMANN, directeur de la performance et de la gestion du risque, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque, aux programmes d'investissement des établissements de santé et médico-sociaux.
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la performance et de la gestion du risque, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Christel Pierrat, chef de service « produits de santé et biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé.
- Monsieur Patrick Remy, chef du service « qualité, sécurité des soins et coordination des vigilances », en matière de gestion des risques et relations avec la Haute Autorité de Santé (HAS).
- Monsieur Jean-Louis Fuchs, chef de projet « systèmes d'Information de santé » sur son champ de compétences.
- Madame Sabine Griselle-Schmitt, chef du service « inspection-contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé.
- Monsieur Raphael Becker, chef du service « efficience du système de santé », en matière d'efficience des établissements et services de santé et médico-sociaux et en matière de suivi et analyse des programmes d'investissement.
- Monsieur Patrick Marx, directeur de projet gestion du risque, sur son champ de compétences.

* A Monsieur Serge MORAIS, chef du département de l'ambulatoire et de l'accès à la santé, pour :

Les décisions et correspondances relatives :

- à la formation et métiers de la santé, à la démographie, la gestion et le suivi des professionnels de santé ; à la permanence des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires ;
- à l'organisation et l'allocation de ressources de l'offre de santé dans le champ ambulatoire ;
- aux ordres de missions spécifiques ainsi qu'aux états de frais de déplacement présentés par les agents du département de l'ambulatoire et de l'accès à la santé.

En cas d'absence ou d'empêchement du chef du département de l'ambulatoire et de l'accès à la santé, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Patricia de Bernardi, adjointe au chef de département de l'ambulatoire et de l'accès à la santé, sur le champ de compétences du département.
- Madame Michèle Hériot, responsable du service « internat et praticiens hospitaliers » en ce qui concerne les internats de médecine et pharmacie, les praticiens hospitaliers et les agréments et courriers en matière de transports sanitaires
- Madame Sabine Rigon, conseillère technique régionale en soins et responsable du service « professions paramédicales », en ce qui concerne les formations paramédicales et à destination des sages-femmes, et l'exercice relatif aux professions paramédicales y compris les sages-femmes.

* A Madame Martine ARTZ, directrice de la protection sanitaire et environnementale (DPSE), pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires.
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la protection sanitaire et environnementale.

En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice de la protection sanitaire et environnementale, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame Karine Théaudin, adjoint à la directrice de la protection sanitaire et environnementale : en matière de prévention et gestion des crises sanitaires, gestion des signaux sanitaires, sécurité sanitaire et en matière de santé environnementale.
- Madame Christine Meffre, responsable de la cellule interrégionale d'épidémiologie (CIRE) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la CIRE et des ordres de mission permanents et spécifiques ;

* A Monsieur Lucien VICENZUTTI, directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale (DOSAT) ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'offre de santé et de l'autonomie, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, à la gestion des réseaux

de santé, les liens avec le centre national de gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de santé.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale (DOSAT).

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la DOSAT, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame Stéphanie Geyer, chef de département des « établissements de santé », en matière d'organisation des autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le centre national de gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.

- Monsieur le Docteur Patrick Morvan, chef de département « médico-social et réseaux de santé », en matière d'organisation et d'allocations de ressources dans le champ des réseaux de santé.

Pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie s'exerçant dans les départements de la Meuse, de la Meurthe et Moselle, des Vosges et de la Moselle :

- Monsieur Philippe Romac dans le département de la Meurthe et Moselle.

- Monsieur Michel Mulic dans le département des Vosges.

- Madame Chantal Kirsch dans le département de la Moselle.

- Madame le Docteur Eliane Piquet dans le département de la Meuse.

* A Monsieur Michel MULIC, délégué territorial du département des Vosges, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial des Vosges, délégation générale de signature est donnée à Madame Dominique Courty, chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de Monsieur Michel Mulic et de Madame Dominique Courty, leur délégation de signature sera exercée par Madame Valérie Bigenho-Poet, Animateur Territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Marie-Christine Gabrion, animateur territorial :

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour les arrêtés de tarification d'activité ;

- pour les notifications de dotation ;

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;

- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le champ de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale à Mademoiselle Lucie Tome, adjointe au chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

Dans le champ des fonctions supports, à Monsieur David Simonetti, chef du service support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

* A Madame Chantal KIRSCH, déléguée territoriale du département de Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation générale de signature est donnée à Monsieur Paul Charles Aubert, animateur territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul Charles Aubert, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Hélène Robert, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à chacun des animateurs territoriaux désignés ci-après dans les territoires qui le concerne :

- Monsieur Paul Charles Aubert, territoire de Metz-Briey

- Madame Chantal Roch, territoire de Thionville-Longwy

- Monsieur Guillaume Labouret, territoire de Sarrebourg-Saulnois

- Monsieur Etienne Guerain, territoire de Sarreguemines

- Madame Laure Polo Ravier, territoire du Bassin Houiller

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;

- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour les arrêtés de tarification d'activité ;

- pour les notifications de dotation ;

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales à Madame Hélène Robert, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales :

- pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations ;

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène Robert, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Laurence Ziegler, adjointe au chef de service veille et sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante de Mesdames Hélène Robert et Laurence Ziegler, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur Julien Bacari, ingénieur d'études sanitaires.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Hélène Metzeler, ingénieur d'études sanitaires.

Dans le champ des fonctions supports, à Madame Claire Koenig, chef de service fonctions support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

* A Madame le Docteur Eliane PIQUET, déléguée territoriale du département de la Meuse, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé et s'exerçant dans le département de la Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation générale de signature est donnée à Madame Jocelyne Contignon, animateur territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Jocelyne Contignon, animateur territorial :

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;

- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour les arrêtés de tarification d'activité ;

- pour les notifications de dotation ;

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jocelyne Contignon, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame le Docteur Elise Bléry-Massinot, animateur territorial.

Dans le champ de la veille sécurité sanitaire et environnementale à Madame Céline Prins, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline Prins, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Emilie Bertrand, responsable de l'unité des eaux destinées à la consommation humaine.

* A Monsieur Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé et s'exerçant dans le département de la Meurthe et Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;

- Les ordres de mission spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meurthe et Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Meurthe et Moselle, délégation générale de signature est donnée à Madame le Docteur Odile De Jong, animateur territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Docteur Odile De Jong, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jérôme Malhomme, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de Madame le Docteur Odile de Jong et de Monsieur Jérôme Malhomme, la délégation de signature qui leur est accordée sera exercée :

Dans le champ de l'animation territoriale par Madame Martine Ricard ou Madame Lamia Himer, animateurs territoriaux :

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;

- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour les arrêtés de tarification d'activité ;

- pour les notifications de dotation

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale par Madame Stéphanie Moniot, ingénieur d'études sanitaires :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

- pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations

* Aux médecins exerçant au sein des délégations territoriales à effet de signer la transmission de toutes pièces et dossier à caractère médical et à tous documents relatifs à la validation des coupes PATHOS et des GMP.

* A Madame Chantal PAULUS, conseiller sanitaire de zone à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service zonal de défense et sécurité et aux ordres de missions.

Article 3 :

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de Territoires ;
- l'arrêté du Projet Régional de Santé mentionné à l'article L.1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma inter-régional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico sociaux ;
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion) ;
- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
- les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques ;
- les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du Préfet.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux Ressources Humaines et Affaires Générales :

Ressources Humaines

- la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS ;
- les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
- les décisions d'attribution de primes, de points de compétences et de points d'évolution ;
- les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
- le cadre d'organisation du travail au sein de l'agence ;

Affaires Générales

- les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;
- les marchés de travaux, fournitures et services, et les baux supérieurs à 50 000 euros hors taxes.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en Conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article ;
- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelle que soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux directeurs de l'administration centrale, au conseil national de pilotage des ARS et à son secrétariat exécutif, aux caisses nationales d'assurance maladie ;
- les correspondances aux préfets ;
- les correspondances particulières aux parlementaires, au président du conseil régional et aux présidents des conseils généraux ;
- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'agence ;
- les actes de saisine de la cour des comptes et échanges avec celle-ci.

Article 4 : Sont exclus de la présente délégation les ordres de missions permanents.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 6 octobre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2011-363 en date du 26 septembre 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés n° 2010-94 en date du 26 juin 2010 et n° 2010-131 en date du 5 juillet 2010, relatifs à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-103 en date du 11 mars 2011, portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnement médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
------------	------------

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (Directrice générale adjointe aux Solidarités CG 54)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général Moselle)
Philippe TARILLON (Président Communauté de Communes du Val de Fensch)	Philippe DAVID (Vice Président Communauté de Commune)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
En attente de désignation	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice-présidente France Dépression Lor.)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT - M & M)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique – M & M)
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement - Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT – Moselle)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL lorraine)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	attente de désignation

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

Luc LIVET (Conférence territoire Vosges) (EHPAD VAL D'AJOL)	Gregory AUBRY (Conférence territoire Vosges) (EHPAD SAULXURES SUR MOSELOTTE)
--	---

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOUARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Danièle SOMMELET (Présidente départementale 54 de la Croix Rouge)	Chantal SIBUE De CAIGNY (Représentant délégation régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Denis BUREL (Délégué interrégional du GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de l'Orne)
Gilles DUPUITS (Directeur Général AEIM)	Giovanni LONGO (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Vincent RENAULT (Directeur Général Alpha Santé)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur Maison de Retraite Gerbéviller)
Vincent POIROT (Directeur résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice l'Oseraie Laxou)
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice président de l'URPS)

Représentants de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins

En attente de désignation	En attente de désignation
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux est Mme Sylvie MATHIEU. Le Vice-président est M. Gilles DUPUITS.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 26 septembre 2011

Le Directeur Général de L'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE

Arrêté n° 387/2011 en date du 12 octobre 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance de la Maternité Régionale de Nancy - Département de la Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;
CONSIDÉRANT la demande de l'établissement en date du 12 octobre 2011 proposant le remplacement de Madame le Docteur Karine POLET par Madame le Docteur Annick VALENCE en qualité de représentante de la Commission Médicale d'Etablissement ;

ARRETE

Article 1er : Le conseil de surveillance de la Maternité Régionale, 10 rue du Docteur Heydenreich - 54042 Nancy cedex, établissement public de santé de ressort départemental est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Madame Elisabeth LAITHIER, représentante de la commune de Nancy ;

- Madame Valérie LEVY-JURIN et Monsieur Didier SARTELET, représentants la Communauté Urbaine de Grand Nancy ;

- Madame Michèle PILOT, représentante du président du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur Jean-Claude PISSENMEN représentant du même conseil général ;

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Madame Laurence FERRETTE, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Madame le Docteur Annick VALENCE et Madame le Docteur Patricia FRANCK, représentantes de la commission médicale d'établissement ;

- Madame Patricia DUHIN et Monsieur Guy CORNU, représentants désignés par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Claude HURIET et Madame Huguette BOISSONNAT-PELSY, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;

- Madame Josiane NAUMAN (Symphonie) et Madame Aïcha YOUSSEF (Familles Rurales), représentantes des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur Denis CRAUS, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire de la Maternité Régionale de Nancy ;

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein de la Maternité Régionale (si cette structure existe) ;

- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 octobre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé,
Jean-François BENEVEISE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE*Cellule personnes âgées*

Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 368 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 309 du 29 septembre 2011 autorisant l'extension de capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-Rémy » de Nancy par la création de 5 places d'hébergement permanent, 4 places d'hébergement temporaire et 3 places d'accueil de jour

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n° 268 en date du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gériatrique 2009-2013 du conseil général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'assemblée départementale le 23 mars 2009 ;

VU l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 18 décembre 2003 autorisant l'association de gestion des maisons de retraite « Saint-Rémy » et « Saint-Clément » à porter la capacité de la maison de retraite « Saint-Rémy » à 125 places par suppression des 35 places de la maison de retraite « Saint-Clément » ;

VU la circulaire N°DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

CONSIDÉRANT la demande transmise le 29 juin 2009 par l'EHPAD « Saint-Rémy » de NANCY sollicitant l'autorisation de création, par transformation de places et extension de capacité, d'une unité de 9 places d'hébergement permanent et de 4 places d'hébergement temporaire pour personnes âgées souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées, ainsi que de 3 places d'accueil de jour ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « Saint-Rémy » – 14 rue du Chanoine Jacob à NANCY est autorisé à créer une unité Alzheimer de 9 places par extension de 5 places d'hébergement permanent, 2 places d'hébergement temporaire et 3 places d'accueil de jour.

La capacité de l'établissement est fixée comme suit :

- 130 places d'hébergement permanent, dont 9 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 4 places d'hébergement temporaire dont 2 places pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 3 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 130 places d'hébergement permanent.

Les 4 places d'hébergement temporaire et les 3 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 129 4

Code statut juridique : 60 (Ass.L.1901 non R.U.P)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 311 8

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 137

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 121

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 121

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 121

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 9

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 9

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 9

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 4

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 4

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 2

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 2

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 3

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 3

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 3

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 8 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale et le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au bulletin des actes administratifs du département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAÎTRE

La Vice-Présidente déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,

Michèle PILOT

Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 369 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 311 du 29 septembre 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Korian le Gentilé » de Laxou

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n° 268 en date du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gérontologique 2009-2013 du conseil général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'assemblée départementale le 23 mars 2009 ;

VU l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 18 janvier 1993 autorisant la maison de retraite « Hotélia » de LAXOU à créer une section de cure médicale ;

VU le courrier en date du 19 avril 2010 du groupe KORIAN informant du changement de dénomination de ses établissements, l'EHPAD « Hotélia », étant dénommé « KORIAN Le Gentilé », à compter de cette date ;

VU la circulaire N°DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;
SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTÉ

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Korian le Gentilé » sis 8 rue de la Saône à LAXOU est fixée à compter du 1 juillet 2011 comme suit :

- 128 places d'hébergement permanent, dont 28 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,

- 2 places d'hébergement temporaire dont 1 place pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,

Article 2 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 25 001 565 8

Code statut juridique : 75 (Autre Société)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 821 6

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 130

Code MFT : 25 (PD EHPAD partiel nAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 100

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 100

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 100

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 28

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 28

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 28

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 2

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 2

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 1

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 1

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale et le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au bulletin des actes administratifs du département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAÎTRE

La Vice-Présidente déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,

Michèle PILOT

Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 370 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 310 du 29 septembre 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) géré par le Centre Hospitalier Spécialisé de Saint-Nicolas-de-Port

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n° 268 en date du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gérontologique 2009-2013 du conseil général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'assemblée départementale le 23 mars 2009 ;

VU l'arrêté du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale du 21 juillet 1983 portant transformation de la section d'hospice du Centre Hospitalier spécialisé de SAINT-NICOLAS-DE-PORT ;

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 11 juin 1987 autorisant l'extension de la capacité de la section de cure médicale de la maison de retraite gérée par le Centre Hospitalier spécialisé de SAINT-NICOLAS-DE-PORT ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2008 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et du Préfet de Meurthe-et-Moselle fixant la répartition des capacités et des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;

VU la circulaire N°DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) géré par le Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT est fixée à 214 places d'hébergement permanent.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 214 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 011 4

Code statut juridique : 13 Etb.Pub.Comm.Hosp.

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 665 7

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 214

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 214

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 214

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 214

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale et le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au bulletin des actes administratifs du département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Nancy, le 29 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAÎTRE

La Vice-Présidente déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,

Michèle PILOT

Cellule prévention et promotion de la santé

Arrêté DG ARS/2011/N°364 du 27 septembre 2011 accordant l'extension d'une place d'appartement de coordination thérapeutique à l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » à Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la Loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires n° 2009-879 du 21 juillet 2009 ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 ;

VU l'article L.1432-2 du code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

VU le décret n° 2002-1227 du 3 octobre 2002 relatif aux appartements de coordination thérapeutique ;

VU la demande présentée le 21 décembre 2009 par le directeur général de l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » (ARS) sise à Nancy en vue d'obtenir l'autorisation de créer 15 places d'appartements de coordination thérapeutique (ACT) à Nancy, pour personnes atteintes du VIH/VHC et d'autres pathologies invalidantes, dont 5 places dédiées aux addictions : alcool, drogues ;

VU le dossier reconnu complet le 29 décembre 2009 ;

VU l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de Lorraine, section « personnes en difficultés sociales », lors de sa séance du 25 mai 2010 ;

VU l'arrêté ARS/2011/n°28 du 1er février 2011 du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine accordant à l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » l'autorisation de créer 14 places d'appartements de coordination thérapeutique à Nancy et refusant la création d'une place d'ACT faute de financement ;

VU la décision de répartition de l'enveloppe de mesures nouvelles 2011 du Directeur Général de l'ARS de Lorraine,

Considérant que le financement d'une 15ème place permet d'assurer l'équilibre global de l'opération telle que prévue par le projet initial;

Considérant l'opérationnalité du projet, son respect des missions fixées par décret et l'optimisation de l'offre au regard des besoins sur le territoire concerné ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à l'association « Accueil et Réinsertion Sociale », sise 12 boulevard Jean Jaurès à Nancy, pour l'extension d'une place d'appartement de coordination thérapeutique (ACT) à Nancy, pour personnes atteintes du VIH/VHC et d'autres pathologies chroniques et invalidantes, portant la capacité globale de l'établissement à 15 places dont 5 places dédiées aux addictions : alcool, drogues.

Article 2 : Cette autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 1er février 2011.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

Article 4 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité prévue à l'article L.313-6 du CASF dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L.313-1 du CASF. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Cet établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

* Entité juridique : N° FINESS : 54 000 788 7

Code statut juridique : 60

* Entité établissement : N° FINESS : 54 002 182 1
Code catégorie : 165
Code MFT : 05
Code discipline : 507
Code activité/fonctionnement : 18 capacité : 15 places
Code clientèle : 430

Article 7 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente (DGARS), soit un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy – 5 place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 8 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la région lorraine et au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 27 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence
Régionale de Santé de Lorraine, et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE

Décision de fermeture définitive d'un débit de tabac à Lexy en date du 5 octobre 2011

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,
VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 8 et 37,
VU la délégation de signature du 1er janvier 2011 concernant le décret susvisé,
CONSIDÉRANT la situation du débit de tabac N° 5400233T exploité par Monsieur Vincent MALARA,
CONSIDÉRANT la résiliation du traité de gérance le liant à l'Administration des douanes et droits indirects conformément à l'article 37- 3° du décret 2010-720 du 28 juin 2010,

DECIDE

la fermeture définitive du débit de tabac N° 5400233T sis à LEXY (54720) exploité au 12 Rue de Lorraine à la date du 16 août 2011.
Nancy, le 5 octobre 2011

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,
Pour le Directeur Régional et par délégation,
Le Chef du PAE,
Charles BIRDEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté 2011/030 du 22 septembre 2011 autorisant le tir du Grand Cormoran (*Phalacrocorax carbo sinensis*) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2011/2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive n° 79-409/CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 411-1, L. 411-2, L. 431-6 et R. 411-1 à R. 411-14 ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;
VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
VU l'avis du Conseil national de la protection de la nature en date du 22 août 2011 ;
VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2010 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*Phalacrocorax carbo sinensis*).
VU l'arrêté du NOR : DEVL1121107A fixant les quotas départementaux dans les limites desquels des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*Phalacrocorax carbo sinensis*) pour la période 2011-2012 ;
VU l'arrêté n°2011/DDT/SG/008 du 25 août 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
CONSIDERANT qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au Grand cormoran sur les piscicultures extensives en étangs ;
CONSIDERANT les risques présentés par la prédation du Grand cormoran pour les populations de poissons menacés ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Des autorisations individuelles de tir du Grand cormoran peuvent être délivrées en Meurthe-et-Moselle pour la campagne 2011-2012 :

- au titre de la protection des intérêts économiques des propriétaires et exploitants d'étangs de pisciculture extensive : dans la zone de piscicultures extensives en étang et dans la zone des eaux libres périphériques (cf. annexe 1),
- au titre de la protection d'espèces de poissons menacées sur les zones de régulation délimitées à cette effet (cf annexe 1) ;

Article 2 : Les prélèvements seront effectués dans la limite des quotas départementaux fixés annuellement par arrêté ministériel.

Deux types de quotas sont applicables.

- pour la prévention des dégâts aux piscicultures extensives en étangs et leur eaux libres périphériques : 750 oiseaux,
- pour la protection d'espèces de poissons menacées : 100 oiseaux.

Au cas où l'un de ces quotas ne serait pas atteint, un arrêté préfectoral complémentaire pourra augmenter le quota atteint par tout ou partie du solde du quota non atteint.

Les autorisations de tir peuvent être retirées lorsque les quotas départementaux sont atteints.

Article 3 : Le chef du Service Environnement – Eau – Biodiversité est chargé de la coordination et du suivi des opérations de tir, dans le respect des quotas départementaux.

I - Dispositions communes

Article 4 : Le tir est autorisé, de jour (soit de 1 h avant le lever du soleil à NANCY jusqu'à 1h après son coucher), de l'ouverture de la chasse pour l'ensemble des espèces de gibier d'eau dans le département ("définie à l'article R. 424-9 du code de l'environnement, sur tous les territoires définis à l'article L. 424-6 du code de l'environnement" – cf. AM du 24 mars 2006 modifié relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau.) jusqu'au dernier jour de février.

Toutefois :

- le tir est suspendu les jours de comptage du grand cormoran ou des autres oiseaux d'eau,
 - le tir est interdit :
 - * sur les dortoirs accueillant d'autres espèces d'oiseaux protégés que le cormoran (hérons notamment),
 - * en période de fermeture de la chasse du gibier d'eau dans les zones de nidification des oiseaux d'eau,
 - dans les réserves de chasse et de faune sauvage du domaine public fluvial, le tir ne pourra être pratiqué que par l'Association départementale des chasseurs de gibier d'eau, encadrée par les agents de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage.
- Dans les autres réserves de chasse et de faune sauvage, le tir ne pourra être pratiqué que par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) et les lieutenants de louveterie.
- en cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, l'article 13 fixe les conditions de prolongation de la durée de l'autorisation de tir.

Article 5 : Le tir aura lieu à 100 m maximum des rives des étangs ou des cours d'eau, sous réserve du droit des détenteurs de droit de chasse voisins.

Article 6 : Les tireurs doivent respecter les règles de la police de la chasse et être porteurs de leur permis de chasser visé et validé, ainsi que de leur autorisation préfectorale individuelle, qui devra être présentée à toute réquisition des services de contrôle.

Cette autorisation pourra être retirée en cas de non respect des conditions imposées pour son utilisation.

Article 7 : Afin d'assurer le suivi et la coordination des opérations de tir tout cormoran abattu devra être signalé dans les 24 h directement par le tireur - au service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS). : Fax : 03 83 73 09.73

- sd54@oncfs.gouv.fr

- 26 rue Lamartine 54300 Lunéville

- ou au service Environnement – Eau – Biodiversité de la DDT de Meurthe-et-Moselle

Tél : 03.83.37.71.57

Mél : ddt-eeb@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Adresse : CO n°60025 54035 NANCY Cedex

Les oiseaux abattus porteurs d'une bague seront impérativement remis entiers dans les 24 heures à l'agent de l'ONCFS responsable du secteur. L'autorisation de destruction vaut autorisation de transport par le tireur pour les oiseaux bagués.

Les autres oiseaux abattus seront enfouis sur place.

Article 8 : A l'expiration de la période d'autorisation de tir, un compte-rendu des opérations de destruction (établi selon le modèle en annexe 3) sera adressé dans les 15 jours par le bénéficiaire au service Environnement – Eau – Biodiversité de la DDT.

Article 9 : Le respect des dispositions du présent arrêté conditionne l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

II - Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs

Article 10 : Sont considérés comme piscicultures en étang :

- les exploitations définies à l'article L. 431-6 du CE,
- les plans d'eau visés aux articles L. 431-4 et L. 431-7 dudit code, exploités pour la production de poissons.

Article 11 : Sont autorisés à intervenir sur les étangs de pisciculture extensive le propriétaire ou l'exploitant de la pisciculture, et/ou les personnes qu'il aura désignées.

Dans la zone des eaux libres périphériques et sur la Chiers, l'Orne et leurs affluents, les autorisations de tir pourront être délivrées :

- sur le domaine public fluvial : aux détenteurs du droit de chasse du gibier d'eau et à leurs ayants-droits
- sur les autres cours d'eau : aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent.

Article 12 : Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2).

Article 13 : En cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, la durée de l'autorisation de tir peut être prolongée jusqu'à la fin des opérations, sans pouvoir dépasser le 30 avril.

Le tir est interdit sur les sites de nidification des oiseaux d'eau.

L'exploitant s'engage à ne réaliser aucun effarouchement sonore à l'aide de canons à gaz au cours du mois d'avril.

III - Opération pour la protection d'espèces de poissons menacées

Article 14 : Sur les secteurs repérés à l'annexe 1 comme zone de régulation pour la protection des espèces menacées, les autorisations de tir pourront être délivrées aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent.

Cette procédure sera encadrée par des agents de l'ONCFS qui doivent impérativement être prévenus 24 heures préalablement à chaque opération de destruction, soit :

- Par fax au : 03.83.73.24.74

- Ou Par courriel : sd54@oncfs.gouv.fr

Les résultats de tir devront être communiqués au service 24 heures après la fin de chaque opération.

Article 15 : Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2 bis).

Article 16 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental des territoires, le colonel commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents publics chargés de la police de la chasse et de la protection de la nature, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera adressée :

- au chef du service départemental de l'ONEMA
- au chef du service départemental de l'ONCFS
- au président de l'association départementale des lieutenants de louveterie
- au président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau
- au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- à la déléguée interrégionale de l'ONCFS
- au délégué interrégional de l'ONEMA
- au président de la fédération départementale des chasseurs
- à la directrice du service de la navigation du nord-est
- à la directrice de Voies navigables de France

Nancy, le 22 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service Environnement-Eau Biodiversité
de la Direction Départementale des Territoires,
Jean-Luc JANEL

Les annexes sont consultables au service environnement eau de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle.

RAPPEL

L'emploi de grenaille de plomb est interdit dans les zones humides
(marais non asséchés, fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau).

Arrêté DDT-PECHE 2011/031 du 26 septembre 2011 instituant une réserve de pêche sur le ruisseau du Cru

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L. 436-12, R. 436-73 et R. 436-74 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande déposée par Monsieur le Président de l'A.A.P.P.M.A. de GERBEVILLER ;

VU l'avis du président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Afin de protéger la faune piscicole, la pêche est interdite à compter du 1er octobre 2011 pour une durée de cinq ans dans la partie du ruisseau du Cru depuis la confluence avec la Mortagne jusqu'à l'aqueduc de franchissement limitrophe des chemins d'exploitation n° 17 et 24.

Article 2 : La réserve ainsi instituée sera dûment signalée par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : Dans la réserve ainsi instituée toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L. 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 :

- le secrétaire général de la Préfecture,

- le sous-préfet de LUNEVILLE,

- les maires des communes de XERMAMENIL et LAMATH,

- le colonel commandant le groupement de gendarmerie de MEURTHE-ET-MOSELLE,

- le président de la fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,

- le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

- le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le Président de l'A.A.P.P.M.A. de GERBEVILLER.

Nancy, le 26 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service de Police de l'Eau
de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES*Unité procédures d'urbanisme***Commune de Goviller - Arrêté N° 2011/DDT54/ADUR/009 du 8 septembre 2011 relatif à la carte communale de Goviller en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal de GOVILLER en date du 7 juin 2010 prescrivant la carte communale ;

VU l'arrêté 16 février 2011 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique qui a eu lieu entre le 7 mars 2011 et le 8 avril 2011 ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 11 avril 2011 ;

VU la délibération du conseil municipal de GOVILLER en date du 15 juillet 2011 approuvant la carte communale ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La carte communale de GOVILLER qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le présent arrêté est affiché pendant un mois en mairie.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de GOVILLER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 8 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

*Prévention des risques***Arrêté du 16 septembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Domprix**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier, notamment son article 94 ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2008 prescrivant la prescription du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Domprix ;

VU les études des aléas miniers présentées en Conseil Scientifique de la CIAM le 21 mars 2002 ;

VU les avis du conseil municipal de la commune de Domprix et du conseil communautaire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres ;

VU les avis de la chambre départementale d'agriculture, du centre régional de la propriété forestière, de la chambre départementale de commerce et d'industrie et de la chambre départementale des Métiers et de l'Artisanat ;
VU le rapport et les conclusions motivées de M. le commissaire - enquêteur en date du 12 juillet 2011 ;
VU le rapport de M. le directeur départemental des Territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur le territoire de la commune de Domprix. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de la commune sus-visée et à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans la mairie de la commune sus-visées et à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres, à la direction départementale des territoires, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat, le maire de la commune sus-visée et le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de Landres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du logement,

- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 26 septembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Cutry

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants;
VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 prescrivant un PPR inondation sur la commune de CUTRY;
VU l'avis du conseil municipal en date du 6 septembre 2010 ;
VU les avis réputés favorable de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière ;
VU le rapport et les conclusions motivés de monsieur le commissaire - enquêteur en date du 9 juin 2011 ;
VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Cutry tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Cutry pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Cutry, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,.

- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 26 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 26 septembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Lexy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants;
VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 prescrivant un PPR inondation sur la commune de CUTRY;
VU l'avis du conseil municipal en date du 23 septembre 2010 ;
VU les avis réputés favorable de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière ;
VU le rapport et les conclusions motivés de monsieur le commissaire - enquêteur en date du 16 juin 2011 ;
VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Lexy tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Lexy pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Lexy, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 26 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 26 septembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Réhon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 prescrivant un PPR inondation sur la commune de REHON;

VU l'avis du conseil municipal en date du 22 septembre 2010 ;

VU les avis réputés favorable de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière ;

VU le rapport et les conclusions motivés de monsieur le commissaire - enquêteur en date du 20 juin 2011 ;

VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Réhon tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Réhon pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Réhon, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,.
- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 26 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/371, du 28/09/2011, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Halloville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 02 mars 1998 portant institution de l'association foncière de HALLOVILLE ;

VU le courrier en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de HALLOVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse du président de l'association foncière de HALLOVILLE;

CONSIDERANT qu'aucune suite n'a été donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière à la date d'expiration du délai de 3 mois qui a suivi sa réception, soit le 05 septembre 2011 et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de HALLOVILLE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de HALLOVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de HALLOVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou, à défaut, aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 28 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

*Aménagement foncier***Arrêté 2011/DDT54/AFC/N° 365 du 22 septembre 2011 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Béchamp**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Rural – Livre 1er – Titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural ;
VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 211-1 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 22/12/2005 ordonnant le remembrement de la propriété foncière de BECHAMPS ;
VU le plan de projet et les conditions de prise de possession provisoire approuvés par la commission communale d'aménagement foncier de BECHAMPS en date du 28/03/2011, soumis à enquête publique du 26/05/2011 au 25/06/2011 et modifiés dans sa séance du 07/09/2011 ;
VU la délibération de la commission communale d'aménagement foncier de BECHAMPS en date 07/09/2011 demandant à la commission départementale d'aménagement foncier de proposer l'envoi en prise de possession provisoire ;
VU la demande d'envoi en prise de possession provisoire par la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle en date du 12/09/2011 en application de l'article L. 123-10 du Code Rural ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de BECHAMPS dans sa séance du 07/09/2011 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 15 août 2011

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine: dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 15 septembre 2011

Terres en maïs ensilage - sorgho : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 30 octobre 2011

Terres en maïs grain : dès l'enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris et au plus tard le 15 novembre 2011

Terres en tournesol : dès l'enlèvement des récoltes et au plus tard le 15 novembre 2011

Terres en herbes : au plus tard le 1er décembre 2011

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 31 décembre 2011, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité.

Jardins potagers et chenevières : au plus tard le 15 novembre 2011

Arbres fruitiers : récolte des fruits uniquement au plus tard le 15 novembre 2011

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes.

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 15 novembre 2011

Il est INTERDIT de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs).

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenues et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées.

Il est rappelé qu'il est interdit de déplacer ou d'arracher les bornes destinées à identifier les nouvelles parcelles.

Article 2 : Les modalités ci-dessus n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

Article 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

Article 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

Article 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de BECHAMPS, les maires des communes de BUZY-DARMONT, MOUAVILLE, GONDRECOURT-AIX et LANHERES, le colonel du groupement de gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera publié en mairie des communes concernées, dans un journal du département et notifié aux intéressés, inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et copies seront adressées au directeur départemental des territoires ; à la directrice départementale des finances publiques ; au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; au président du conseil général, au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 22 septembre 2011

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté 2011/DDT54/AFC/N°366 du 22 septembre 2011 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Thumeréville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Rural – Livre 1er – Titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural ;
VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 211-1 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 22/12/2005 ordonnant le remembrement de la propriété foncière de THUMEREVILLE ;
VU le plan de projet et les conditions de prise de possession provisoire approuvés par la commission communale d'aménagement foncier de THUMEREVILLE en date du 30/03/2011, soumis à enquête publique du 31/05/2011 au 29/06/2011 et modifiés dans sa séance du 21/07/2011 ;
VU la délibération de la commission communale d'aménagement foncier de THUMEREVILLE en date 21/07/2011 demandant à la commission départementale d'aménagement foncier de proposer l'envoi en prise de possession provisoire ;
VU la demande d'envoi en prise de possession provisoire par la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle en date du 12/09/2011 en application de l'article L. 123-10 du Code Rural ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de THUMEREVILLE dans sa séance du 21/07/2011 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 15 août 2011

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine: dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 15 septembre 2011

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15 octobre 2011

Terres en maïs grain : dès l'enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris et au plus tard le 15 novembre 2011

Terres en herbes : au plus tard le 15 novembre 2011

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 30 décembre 2011, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité.

Arbres d'essences forestières (non indemnisés par une soulte) pourront être abattus et débités, coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés par les propriétaires actuels jusqu'au 15 avril 2012 enlèvement compris dans les conditions suivantes : diamètre 40 cm minimum à 1,30 mètre de hauteur pour les hêtres, chênes et peupliers ; diamètre de 20 cm minimum à 1,30 mètre de hauteur pour toutes autres essences.

Arbres fruitiers : récolte des fruits uniquement au plus tard le 15 novembre 2011

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières).

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 15 novembre 2011.

Il est INTERDIT de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs).

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenus et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées.

Il est rappelé qu'il est interdit de déplacer ou d'arracher les bornes destinées à identifier les nouvelles parcelles.

Article 2 : Les modalités ci-dessus n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

Article 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

Article 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

Article 5 : Le présent arrêté peut être déferé dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de THUMEREVILLE, les maires des communes de ABBEVILLE-LES-CONFLANS, MOUAVILLE et OLLEY, le colonel du groupement de gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera publié en Mairie des communes concernées, dans un journal du département et notifié aux intéressés, inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et copies seront adressées au directeur départemental des territoires ; à la directrice départementale des finances publiques ; au Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; au président du conseil général, au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 22 septembre 2011

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

TRANSPORTS - SECURITE**Arrêté n° 2743/2011 du 12 juillet 2011 portant règlement communal de publicité sur le territoire de la commune de Heillecourt**

Le Maire de la Commune de Heillecourt,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement livre V, titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 15 juin 2010 décidant la révision du règlement local de publicité et instituant un groupe de travail chargé de l'élaboration d'un règlement de publicité,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 janvier 2011 portant constitution du groupe de travail chargé d'élaborer le projet de règlement de la publicité sur le territoire de la commune,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 5 juillet 2011 approuvant le nouveau règlement local de publicité sur le territoire de Commune,

Considérant qu'il est utile de réviser le règlement local de publicité pour renforcer les prescriptions qui répondent aux exigences de la municipalité,

ARRETE

Article 1er : En complément de règlements nationaux applicables, les publicités, enseignes et pré-enseignes sont soumises sur le territoire de la commune de Heillecourt aux dispositions du règlement local de publicité annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le présent règlement annule et remplace le Plan d'Occupation Publicitaire approuvé le 04 mai 1992.

Article 3 : Le présent arrêté et le document graphique annexé seront tenus à la disposition du public à la Mairie ainsi qu'à la Préfecture.

Le présent arrêté sera affiché en Mairie, fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée, chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

- Monsieur le Chef de Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine,

- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires.

Heillecourt, le 12 juillet 2011

Le Maire,
D. SARTELET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE**Arrêté du 3 octobre 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. RAZUREL - DDSP 54**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

- le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 Février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- le décret n° 2008-158 du 22 Février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;
- le décret n° 2010-1295 du 28 Octobre 2010 modifiant le décret n° 97-199 du 5 Mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie et le décret n° 2008-252 du 12 Mars 2008 relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- l'arrêté ministériel n° 849 en date 4 Août 2008 nommant Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, chef de district et commissaire central à Nancy à compter du 10 Septembre 2008 ;
- l'arrêté préfectoral n° 11.BI.103 accordant délégation de signature à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Délégation est donnée à M. le Commissaire Divisionnaire Gérard KOINTZ, directeur départemental adjoint, commissaire central adjoint à Nancy pour signer :

« les conventions concernant le remboursement des dépenses supportées par l'Etat, à l'occasion de services d'ordre et de relations publiques exécutés à la demande de tiers »

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier Payeur Général,

- Monsieur Gérard KOINTZ.

Nancy, le 3 octobre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
Lionel RAZUREL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE**JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT****Arrêté d'agrément des associations sportives de Meurthe-et-Moselle en date du 27 septembre 2011**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, et notamment son article 10,

VU le décret n° 2002-488 du 9 avril 2002 relatif à l'agrément des groupements sportifs et des fédérations sportives,

VU l'Arrêté Préfectoral N° 11.BI.83 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1912	AÏKIDO LONGLAVILLE 8, rue Saint Nicolas 54810 LONGLAVILLE	AÏKIDO AB
54 S 1913	BOULE LYONNAISE DE MOULAIN 5, rue des Ecoles 54860 HAUCOURT MOULAIN	SPORT DE BOULES
54 S 1914	AMICALE SPORTIVE DU HAUT DU LIEVRE FOOTBALL Parc de Gentilly 4, avenue du Rhin BP 42010 54000 NANCY	FOOTBALL
54 S 1915	GRAND LONGWY WATER POLO 52, avenue de la Paix 54400 LONGWY	NATATION
54 S 1916	ASSOCIATION LUNE DANSE DE LA RETRAITE SPORTIVE 46, rue Sainte Anne 54300 LUNEVILLE	RETRAITE SPORTIVE
54 S 1917	TENNIS CLUB MONTOIS Mairie 54360 MONT SUR MEURTHE	TENNIS
54 S 1918	TENNIS DE TABLE LONGLAVILLE Mairie 54810 LONGLAVILLE	TENNIS DE TABLE
54 S 1919	COMITE DEPARTEMENTAL DE MEURTHE ET MOSELLE DE LA FEDERATION FRANCAISE DES CLUBS ALPINS ET DE MONTAGNE – LE CD54 FFCAM 5, rue Saint Julien 54000 NANCY	CLUBS ALPINS ET DE MONTAGNE
54 S 1920	BOYS FUTSAL 17 avenue du bivaque 54400 LONGWY	FOOTBALL
54 S 1921	LES ZEPHYRS 16, rue Mathieu 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	AEROSTATION

54 S 1922

TRIASUD SP54
Centre des Sports Bernard Guy
Avenue Georges Guynemer
54700 PONT A MOUSSON

TRIATHLON

Article 2 : Le directeur départemental de la cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 27 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale,
Daniel BOUFFIER

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

UNITE AFFAIRES JURIDIQUES

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55120 du 6 octobre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Beaumont

Par arrêté préfectoral n° 55120 en date du 6 octobre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la création d'un réseau haute tension avec création d'un poste DP CERES ENERGIE - la Petite Bise - sur la commune de BEAUMONT.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER DE REMIREMONT

Concours interne sur titres pour le recrutement de 4 Ouvriers Professionnels Qualifiés en date du 25 septembre 2011

Le Directeur,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la loi n°86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;
VU le décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la Fonction Publique Hospitalière modifié par le décret 2010-1323 du 04 novembre 2010 ;

DECIDE

Article 1er : Un concours interne sur titres pour le recrutement de 4 Ouvriers Professionnels Qualifiés est ouvert au Centre Hospitalier de Remiremont.

Article 2 : Peuvent être admis à participer à ce concours :

- Les candidats titulaires soit d'un diplôme de niveau V (Brevet d'Etudes Professionnelles ou Certificat d'Aptitude Professionnelle) ou d'une qualification reconnue équivalente.

Article 3 : Les demandes d'admission à concourir devront parvenir au plus tard le 31 octobre 2011 à Madame le Directeur – Direction des Ressources Humaines – 1, rue Georges Lang – 88200 REMIREMONT

Les candidats devront joindre à l'appui de leur demande :

- une lettre de candidature,
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre,
- les diplômes ou certificats dont le candidat est titulaire permettant la vérification du niveau V.

Article 4 : La liste des candidats autorisés à prendre part au concours interne sur titres d'Ouvrier Professionnel Qualifié est arrêtée par Madame le Directeur du Centre Hospitalier de Remiremont.

Article 5 : La présente décision fera l'objet d'un affichage dans l'Etablissement ainsi que dans les Préfectures de la région et dans chaque Sous-Préfecture du département de la région d'implantation de l'Etablissement et d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs.

Remiremont, le 25 septembre 2011

Isabelle CAILLIER

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un Maître Ouvrier dans les fonctions de plombier/chauffagiste en date du 5 octobre 2011

Références :

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
VU la loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,
VU le décret n°91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,
VU l'arrêté du 30 septembre 1991, modifié par l'arrêté du 4 juin 1996 fixant la liste des titres admis comme équivalents à ceux exigés pour le recrutement par voie de concours des maîtres ouvriers et ouvriers professionnels spécialisés de la fonction publique hospitalière,
VU la circulaire DH/8D/91 n° 46 du 10 juillet 1991 relative à l'application du décret sus visé,
VU la vacance de postes à l'issue de la procédure de publication sur « Hospimob » en date du 12 Août 2011,

UN poste de Maître Ouvrier dans les fonctions de Plombier/Chauffagiste au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert au concours externe sur titres.

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux titulaires soit :

- de deux diplômes de Niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes,
- de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités,
- de deux équivalences délivrées par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique,
- de deux diplômes au moins équivalents figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,
- De la copie des diplômes ou certificats demandés,
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité.

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception

ou

- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

**DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi :
délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.**

Saint-Nicolas-de-Port, le 5 octobre 2011

Pour Le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint,
Bruno BLAISON

Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'un Maître Ouvrier dans les fonctions de maintenance des équipements électriques en date du 5 octobre 2011

Références :

- VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
- VU la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,
- VU le décret n°91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,
- VU l'arrêté du 30 septembre 1991, modifié par l'arrêté du 4 juin 1996 fixant la liste des titres admis comme équivalents à ceux exigés pour le recrutement par voie de concours des maîtres ouvriers et ouvriers professionnels spécialisés de la fonction publique hospitalière,
- VU la circulaire DH/8D/91 n° 46 du 10 juillet 1991 relative à l'application du décret sus visé,
- VU la vacance de postes à l'issue de la procédure de publication sur « Hospimob » en date du 12 Août 2011,

UN poste de Maître Ouvrier dans les fonctions de Maintenance des équipements électriques au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert au concours interne sur titres.

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

- Le concours est ouvert aux ouvriers professionnels qualifiés ainsi qu'aux conducteurs ambulanciers de 2ème catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs dans leurs grades respectifs.

Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,
- De la copie des diplômes ou certificats demandés,
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité.

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception

ou

- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

**DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi :
délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.**

Saint-Nicolas-de-Port, le 5 octobre 2011

Pour Le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint,
Bruno BLAISON

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN**Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de 3 Ouvriers Professionnels Qualifiés en date du 10 octobre 2011**

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun,

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,

VU le décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié portant statut particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière et notamment ses articles 13-II et 12-I 2è, 27,

VU la vacance de trois postes d'ouvrier professionnel (option cuisine) diffusée le 7 septembre 2011 non pourvus par des fonctionnaires,

D E C I D E

Article 1er : Un concours sur titres est ouvert à partir du 14 novembre 2011 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir 3 postes vacants d'ouvrier professionnel qualifié option cuisine.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires d'un CAP, d'un BEP ou d'un diplôme équivalent homologué au niveau V de l'option « cuisine » ou ayant trait à ce domaine, de nationalité française ou ressortissants des Etats membres de la Communauté Européenne.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir au plus tard 1 mois après la publication du présent avis au recueil des actes administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une pièce justifiant l'état civil et la nationalité du candidat (photocopie carte d'identité etc....),
- un extrait de casier judiciaire n°3 ayant moins de 3 mois de date,
- copie du diplôme permettant de postuler sur un emploi de cuisinier (cf article 2),
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice de ces fonctions, (liste disponible à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de VERDUN),
- un curriculum vitae sur papier libre,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires ou une copie de ce document ou la première page du livret militaire.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Verdun, le 10 octobre 2011

Pour le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines,
L'Attachée d'Administration,
J. AMAR

